

REGARDS CROISES

N° 008

République Démocratique du Congo : Demain la Paix ?

**Goma
Mars 2003**

Table des matières

1. Éditorial.....	3
2. Nord-Kivu : une rébellion dans une rébellion ? (A. Tegera).....	5
• Un pouvoir dans un pouvoir.....	6
• Un pouvoir qui fait peur.....	6
• Un passé lourd dont on aimerait faire économie.....	7
3. Le Sud- Kivu aujourd’hui : un essai d’analyse contextuelle (B. Kitambala).....	12
• La sécurité des biens et des personnes au Sud Kivu : état de la question.....	13
• Sur le plan politique.....	15
• Sur le plan socio-économique.....	18
• Sur le plan culturel.....	18
4. Ituri : la guerre dans la guerre (O. Sematumba).....	20
• Introduction.....	20
• La dimension culturelle : le conflit ethnique Lendu-Hema.....	21
• La dimension politique : le cycle des alliances.....	22
• La dimension économique : cette richesse qui tue.....	24
• Conclusion.....	25
5. Entretien avec le Dr. Kasereka Lusi (A. Tegera).....	27
6. Entretien avec M. Buunda Ndyanabo (L. Rutinagirwa & O. Sematumba) ..	30
7. No coltan, no cry ? (C. Kayser).....	34
8. Au-delà de la guerre au Congo : comment développer des stratégies de reconstruction à partir de l’expérience de la désintégration ? (Dominic Johnson).....	46
9. Congo : une si longue colonisation ! (J.-P. Kabirigi).....	53
• Pourrissement en douce.....	53
• Le Congo victime de ses richesses naturelles.....	53
• Uhuru / Lipanda Cha Cha !.....	55
• Le mirage de la transition vers la démocratie.....	56

Éditorial

A un moment où la catastrophique guerre en Iraq attire tous les regards et où les „petites“ tragédies africaines et autres risquent de sombrer dans l'oubli, nous choisissons de vous livrer ici un numéro d'analyses politiques sur la situation en RDC.

Pole Institute se débat aujourd'hui– comme tous les Congolais de bonne volonté – dans la tourmente d'un Congo de plus en plus fragmenté et déchiré par les violences et les intérêts prédateurs. Nos membres et chercheurs ne misent plus trop sur les différents accords sur papiers signés dans des endroits luxueux et paisibles, tout en se refusant de perdre tout espoir pour l'avenir de leurs enfants. Voilà pourquoi nous avons décidé de publier dans ce numéro des analyses et réflexions politiques qui essayent de regarder derrière la façade et de creuser pour déterrer les racines des problèmes. Nous estimons aussi que pour être acteurs au lieu de victimes dans ces processus, nous nous devons de regarder en face nos propres responsabilités en tant que Congolais et acteurs civils dans les Grands Lacs.

Les interviews et articles de ce numéro ont été réalisés et écrits entre novembre 2002 et mars 2003, dans une situation marquée par de grandes perturbations et déchirements:

- Le manager de Pole Institute, Aloys Tegera, regarde la situation actuelle au Nord Kivu sur fond de l'histoire de la région et nous livre une analyse sur „Une rébellion dans la rébellion?“
- Bernard Kitambala, un membre du Sud Kivu fait une esquisse de la situation politique, sociale, économique et culturelle de ce Sud dont on ne parle que trop souvent en slogans vides sans toucher au concret de ce que vivent les populations et surtout sans parler des failles de la société civile et des opportunités qui se présentent à elle
- le responsable de l'Information, Onesphore Sematumba, se penche sur la situation en Ituri et analyse „Une guerre dans la guerre?“
- le président de Pole Institute, docteur Joe Lusi, de retour d'une visite en Ituri où il a travaillé pendant de longues années nous livre à chaud ces réactions et émotions; le dialogue avec son collègue et interlocuteur Aloys Tegera touche l'histoire du pays et de la région jusqu'à analyser la conférence de Berlin, dans ce style d'échanges franc et libérateur qu'a su développer notre institut.
- l'interview avec Faustin Buanda Ndyababo, le Président de l'Assemblée Provinciale du Nord-Kivu, a été réalisée afin de mieux comprendre le potentiel et les limites d'une telle institution dans un pays en plein déchirement et sans organes démocratiquement élus.

- Christiane Kayser, membre de Pole Institute, s'est penchée sur le problème crucial du pillage des ressources congolaises et sur les stratégies à développer pour le contrecarrer. Son article est la traduction d'une conférence tenue en Allemagne
- Dominic Johnson, chercheur associé à Pole Institute et rédacteur du quotidien allemand, „Die Tageszeitung“, nous livre une analyse de la situation actuelle de la région, du rôle des pouvoirs internationaux et des pièges à éviter. Son article est également la traduction d'une conférence tenue en Allemagne.
- Enfin, notre collègue Jean-Pierre Kabirigi, résidant aux États Unis pose un regard extérieur sur le tableau global de l'enlisement de notre pays dans un cycle de dépendance-exploitation. A quand la matérialisation de ce « lipanda » au rythme duquel les contemporains de Patrice Lumumba se sont trémoussés le 30 juin 1960 ?

Nous remercions vivement Lyn Lusi à Goma et Chantal Abu Eische à Hébron pour la traduction française des articles respectivement de Christiane et de Dominic. Ce n'est pas un hasard si elles témoignent de l'ouverture au monde de notre institut et de ses liens multiformes.

De même que la guerre en Iraq a clairement des causes économiques et pétrolifères, celle du Congo est intimement liée aux ressources et notamment la guerre de l'Ituri nage dans le pétrole. Nous attirons votre attention sur le fait que nous venons de publier les résultats de notre recherche sur le dossier pétrole et Heritage Oil (disponible en anglais et français) qui approfondit certains éléments contenus dans les articles de ce numéro.

Il faut constater que tous les contributeurs de ce numéro semblent d'accord sur la nécessité de travailler au niveau local, de façon décentralisée, tout en gardant à l'esprit le côté macro, national et international, des problèmes. Il est également intéressant de voir que par la force des choses, l'histoire est souvent prise à partie pour mieux comprendre et analyser les événements présents. En troisième lieu, tous semblent vouloir persister à croire en un avenir multi-ethnique de paix et de dignité. **Mais est-ce pour demain ?**

Courage à nous tous!

Aloys Tegera
Christiane Kayser
Onesphore Sematumba
 Goma, mars 2003

Nord-Kivu : une rébellion dans une rébellion ?

Rarement les gomatraciens (nom par lequel on désigne les habitants de la ville de Goma située au pied du volcan Nyiragongo) habitués à la lutte pour la survie commentent avec passion les nouvelles de la politique locale au Nord Kivu. L'une de ces occasions rares fut la journée du 11 décembre 2001 qui restera dans les annales du Nord-Kivu. En cette date, le gouverneur du Nord-Kivu, Eugène Serufuli Ngayabaseka, présenta et défendit son budget 2002 devant l'assemblée provinciale nommée par l'arrêté n° 47 du 16 septembre 2001 et installée officiellement le 4 octobre 2001. Sur un budget prévu de 3 millions de dollars US, presque un tiers, soit plus ou moins 950 mille dollars étaient alloués au fonctionnement du cabinet du gouverneur. Les membres de l'assemblée posèrent plusieurs questions dont celle de savoir le sens de sacrifice du cabinet du gouverneur qui s'arroge quasiment un tiers du budget du fonctionnement. Le gouverneur expliqua dans sa défense que la rubrique **mobilisation** de son budget présenté inclut l'argent pour le recrutement des jeunes dans l'armée du RCD. Un vieux routier de la politique locale, Thomas Kibira, répliqua en demandant comment une prérogative relevant du ministère de la défense peut devenir une préoccupation du gouverneur de la province. La réponse du gouverneur fut plutôt une auto-justification, évoquant le fait que si certains jeunes de certaines ethnies ne veulent pas s'enrôler dans l'armée, cela ne veut pas dire qu'il ne faudrait pas faire du recrutement et de l'encadrement des jeunes prêts à offrir leurs services. La réponse du gouverneur était une allusion au malaise des populations dans la province qui considèrent que la majorité des recrues de l'armée de la rébellion du RCD sont de l'ethnie Hutu, celle du gouverneur lui-même.

Les jeunes recrues furent entraînés dans le site de Mushaki à quelques 45 kms de Goma par l'armée rwandaise jusqu'alors encore officiellement présente au Congo et les différentes promotions sorties de cette Académie de fortune sont estimées à une armée forte de 20 à 40 mille hommes. Dans une interview accordée à l'équipe de Pole Institute deux jours après le retrait de l'armée rwandaise de Goma, le gouverneur exprimait sa satisfaction en ces termes : « Je n'ai cessé de m'approcher de la population pour lui parler des conditions de sécurité. Aujourd'hui, plus de 70 % de nos villages sont protégés par la défense locale. Nous avons aussi formé pas mal de jeunes gens dans l'armée. Nous maîtrisons donc toute la situation ». Ceci dit, il est important de noter qu'à la date de l'interview le 7 octobre 2002, la quasi-totalité du territoire de Walikale échappait au contrôle du gouverneur et certains habitants de Walikale - centre, Hombo et Pinga étaient sur les routes.

Un pouvoir dans un pouvoir

Quand l'armée rwandaise fut sommée de retirer ses troupes du Congo, le gouverneur du Nord-Kivu fut parmi les rares dans la zone contrôlée par le RCD à avoir sous son autorité une force militaire aussi importante qui lui soit fidèle. Il ne restait qu'un pas pour revendiquer le pouvoir à sa portée. Sitôt après le départ des derniers contingents rwandais, le gouverneur Serufuli procéda à l'organisation de ses hommes en 17 bataillons militaires sous un commandement nommé par lui-même. L'État major militaire et politique du RCD eurent simplement le droit à l'information. Un pouvoir dans un pouvoir venait de naître, le gouverneur du Nord-Kivu est de facto l'homme fort de Goma et a le soutien de ce qui est localement connu sous le nom de « l'armée du gouverneur ».

Logiquement, nombre d'observateurs s'attendaient à une réaction forte de l'État major militaire du RCD en arrêtant par exemple le haut commandement militaire nommé par le gouverneur du Nord-Kivu. Le bon sens prévalut et ce qui aurait pu dégénérer en confrontation entre factions armées comme naguère à Kindu après le départ de leurs alliés rwandais se solda par un État major du RCD vivant humblement sous l'ombre d'un gouverneur militairement puissant. Dans son interview du 7 octobre 2002, le gouverneur insistait cependant que « le RCD est là et il continue ».

Il restait la question de savoir comment le gouvernorat du Nord-Kivu allait intégrer économiquement ses forces de sécurité. Pour l'exercice de l'année 2003, les prévisions budgétaires de la province sont estimées à 7 millions de dollars US dont 3 885 546,16 USD pour le seul fonctionnement du cabinet du gouverneur. La part allouée aux forces de sécurité sous la rubrique « dépenses non ventilées » est de 1 796 007 USD. Une des sources de financement pour ces forces de sécurité de la province, c'est la taxe au litre de carburant consommé par les automobilistes à Goma qui constitue un revenu régulier estimé entre 100 et 300 mille dollars par mois. Certes les besoins de reconstruction de la province sont énormes et le gouvernorat en collaboration avec l'assemblée provinciale demandent que la rétrocession de 40 % des recettes de la province soit élevée à 60%. Une réunion du 23 mars 2003 entre le gouverneur du Nord-Kivu et le Président du RCD/Goma sur le partage du gâteau des revenus para-fiscales s'est soldée par une forte tension entre les deux hommes et hier 24 mars 2003, le gouverneur a étalé ses muscles en quadrillant la ville de Goma avec ses troupes. Un signal clair que les dents peuvent mordre.

Un pouvoir qui fait peur

Quand l'équipe de Pole Institute demanda comment il comptait mettre en confiance les autres ethnies qui n'ont pas répondu à son appel en envoyant leurs enfants à l'armée, le gouverneur répondit : « Nous sommes en contact avec toutes les communautés ici, elles sont rassurées et il n'y a pas de raison pour

qu'elles puissent s'inquiéter. Les militaires sont là pour protéger tout le monde ; ce sont des militaires de la nation et non des militaires d'une ethnie » (Interview du 7 octobre 2002).

En date du 10 décembre 2002, le président de la communauté Nande à Goma lançait une alerte dans sa lettre adressée au Secrétaire Général de l'ONU dans laquelle il accusait le gouverneur Serufuli de préparer l'extermination de l'ethnie nande au cas où il déciderait de « larguer son armée mélangée aux Hutu de l'APR pour récupérer les territoires de Beni et de Lubero ». Cette alerte suscita non seulement une controverse au sein même de la communauté Nande de Goma (**lettre du 25 décembre 2002 ; pétition du 28 décembre 2002**), mais aussi une réaction forte du mwami Ndeze Paul de Rutshuru (**lettre du 29 décembre 2002**). Cependant le contenu de l'alerte fut défendu dans son entièreté par son auteur Maître Fataki Luhindi lors d'une réunion de toutes les communautés du Nord-Kivu le 14 janvier 2003 convoquée par la Commission provinciale de pacification et de concorde. Lors de cette réunion, après la défense de Fataki, les communautés Hutu et Tutsi qui se sentaient concernées par les accusations de l'alerte eurent le droit à la parole. Les deux communautés Hutu et Tutsi sortirent leurs griefs des massacres du passé remontant jusqu'en 1962 l'année où les élus de Beni, Lubero et Masisi décidèrent de créer la province du Nord-Kivu sans l'accord des élus de Rutshuru et Goma. La réunion du 14 janvier 2002 se clôtura par la mise en place d'une commission pour vérifier les différentes allégations de ce passé lointain et récent du Nord-Kivu .

Un passé lourd dont on aimerait faire économie

Jusqu'en 1953, les rapports démographiques de l'administration coloniale belge incluent dans le territoire de Masisi la région de Walikale. La superficie de Masisi (incluant Walikale) est d'alors 25 517 km² et ce territoire accuse la plus faible densité de tout le Nord-Kivu : 7,77 au km². En 1954, le territoire de Walikale devient une entité politique à part avec une superficie de 23 475 km² et le territoire de Masisi est réduit à une superficie de 4 400 km². La répartition de la population indigène durant la même année 1954 est comme suit : Goma : 22 085 habitants ; Beni : 140 260 habitants ; Rutshuru : 125 618 habitants ; Masisi : 166 599 habitants ; Lubero : 230 117 habitants ; Walikale : 53 097 habitants. La densité au km² au Nord-Kivu est de : Goma (30,17), Beni (18,39), Rutshuru (24,20), Masisi (37,86), Lubero (13), Walikale (2,26).

Dans la même année 1954 la population du Nord-Kivu augmente de 36 696 habitants. Le rapport annuel de 1954 note : « En 1954, 2 653 familles Banyarwanda ont encore immigré dans la province portant le nombre total des Banyarwanda qui sont installés à plus de cent soixante dix mille (170 000). (Sources R.A /AIMO 1953 ; R.A / AIMO 1954)

Il ressort de ces rapports que les territoires les plus densément peuplés en 1954 sont, dans l'ordre de grandeur décroissant, Masisi, Goma et Rutshuru. Ce sont traditionnellement les zones où sont aussi installés les Banyarwanda de souche congolaise mais qui avaient aussi accueilli (à l'exception de Goma) le gros de l'immigration Banyarwanda organisée par la MIB entre 1937 et 1955. Ces

concentrations des populations Banyarwanda dans les trois territoires de Masisi, Goma et Rutshuru seront déterminantes dans les élections législatives de mai 1960 et seront depuis lors source d'inquiétude et de frustration pour les non-rwandophones.

En effet, en 1956, le territoire de Masisi est en train d'effectuer un tournant politique important. La circonscription indigène (C.I) de Gishari dirigée par son premier chef Joseph Bideri et reconnue officiellement en 1940 (PV n° 93 du 30 septembre 1940) vit ses dernières heures. Au cours de cette année, le deuxième chef investi en 1944 pour diriger la C.I de Gishari, Wilfrid Bucyanayandi, est condamné le 5 décembre 1956 par le tribunal de la première instance du Kivu à 39 mois de S.P.P et 300 F d'amende du chef « d'arrestations et détentions arbitraires, d'exactions commises à l'égard des indigènes de sa chefferie et diverses autres infractions ». Il est démis de ses fonctions le 16 février 1957 après que sa condamnation fut coulée en force de chose jugée. Son remplacement fut provisoirement assurée par l'administrateur de territoire et en date du 1^{er} janvier 1958, la C.I de Gishari fut rattachée à la C.I des Bahunde dirigée alors par Bulenda Pierre. (Source : **R.A /AIMO** 1956, et 1957).

Notons que la période entre 1957 et 1958 correspond à la libéralisation et à la création des partis politiques et le poids démographique des Banyarwanda au Nord-Kivu ne passe pas inaperçu. Au cours de la session de mai 1959 du Conseil de Province, le grand chef Kalinda demanda aux autorités coloniales du Kivu de ne pas accorder aux immigrés le droit d'être élus au suffrage universel et proposait plutôt que les conseillers Banyarwanda soient nommés par lui-même et que leur nombre soit inférieur à celui des conseillers Bahunde (Source : Dumon, G.H., **La Table Ronde Belgo-Congolaise**, janvier – février 1960, p 153). Du 9 au 11 octobre 1959, Albert Kalinda, fils du grand chef André Kalinda, effectua une visite dans les groupements Washali Bufuna, Washali Mukoto et Washali Kayembe pour faire signer aux chefs coutumiers de ces groupements un document à envoyer à l'administrateur déclarant que les Banyarwanda installés dans la région n'avaient pas le droit de voter aux prochaines élections de mai 1960. (Lettre du 29 octobre 1959) Les trois chefs coutumiers de Washali Bafuna, Washali Mukoto et Washali Kayembe refusèrent de signer le document (contrairement aux notables Banyungu) en argumentant que les Banyarwanda représentent les 80 % du total de leurs circonscriptions et que certains parmi eux habitent dans la région depuis plus d'un demi-siècle. Il est important de noter ici que jusqu'à la veille de l'indépendance les arguments politiques sur base ethnique ne tiennent pas la route au Nord-Kivu. La réaction administrative fut rapide. L'ordonnance législative no 25/552 du 6 novembre 1959 reconnut aux Banyarwanda le droit d'être électeurs et éligibles aux conseils de territoire, de commune, de ville et de province. Plusieurs immigrés Banyarwanda se rallièrent à différents partis politiques, mais c'est le Centre de Regroupement Africain (CEREA) bénéficia de leur adhésion massive. Aux élections législatives de mai 1960, le Nord Kivu obtient une dizaine d'élus à la chambre des représentants.

La décision de créer de nouvelles entités politiques en 1962 constitua la pomme de discorde entre les élus du Nord-Kivu. En effet, à la Table Ronde de Léopoldville du 25 janvier au 16 février 1961 fut admise la possibilité de procéder

à une nouvelle division territoriale sous une base fédérale en tenant compte de l'affinité ethnique, de besoins économiques, de la volonté d'ethnies différentes de vivre ensemble, de la langue ou l'histoire commune et du nombre minimum de 300 000 habitants. La conférence de Tananarive du 8 au 12 mars 1961 reconnut dans sa résolution n° 1 les nouveaux États et celle de Coquilhatville du 24 avril au 28 mai 1961 prévoit la division du pays en 19 nouvelles provinces. Une guerre sans merci venait de s'engager entre les partisans du Congo unitaire et les défenseurs de nouvelles entités confédérales. Une loi fixant les critères devant servir de base à la création des provinces fut promulguée le 27 avril 1962 par le Président Kasa-vubu.

Déjà dès le 25 mars 1962, les élus Nande, Hunde et Nyanga signèrent ensemble une pétition demandant la création de la province du Nord Kivu sans que les élus Hutu et Tutsi en soient informés. Ces derniers réagirent en présentant le 11 avril 1962 une motion pour protester contre la pétition. Selon Batibuka, c'est à partir de ce moment que « les élus Nande, Hunde et Nyanga propagèrent à Léopoldville le bruit selon lequel les ethnies Hutu et Tutsi ne voulaient pas appartenir à la province du Nord-Kivu parce qu'ils étaient mus par l'intention de se détacher du Congo et de réintégrer le Rwanda. Ces mêmes élus provoquèrent une motion de censure à l'endroit de Marcel Bisukiro, alors ministre du commerce extérieur, l'accusant de n'être pas Congolais, d'avoir tenté de vendre le Parc National Albert, d'être propriétaire d'une imprimerie et de l'Hôtel Riviera à Bukavu et d'avoir constitué une société de type communiste. La motion proposait en outre de priver désormais les ethnies Hutu et Tutsi de l'exercice des droits politiques, l'effacement du nom de Bisukiro de la liste des membres formant l'équipe ministérielle et de mener une enquête au Kivu en ce qui concernait ses activités commerciales ». (Sources : Batibuka J., ***Masisi restera-t-il toujours dans la province du Nord Kivu ?*** Bukavu, 1963 ; Ngirabatware C., ***Héritage Colonial, Histoires des ethnies frontalières du Zaïre : le cas des Hutu et des Tutsi du Kivu du 16^e s à 1972*** ; Annales Parlementaires, Chambre des Représentants, 13/4/ 1962 pp 6-8). Notons que les arguments d'exclusion sur base ethnique et le terreau politique comme lieu privilégié de la compétition économique forment le nœud du discours de nos politiciens de la première heure depuis l'indépendance du Congo.

C'est dans ce contexte lourd et tendu que la province du Nord-Kivu fut créée par la loi du 14 août 1962. Dans son article 1^{er}, les territoires de Rutshuru et Goma toujours attachés au Kivu Central devaient être soumis au référendum. Kirotshe devint le chef-lieu de la nouvelle province présidée par Muley Bénézet qui est mort récemment à Goma le 12 octobre 2002.

L'année 1962 marque ainsi donc un tournant malheureux pour la province du Nord-Kivu. C'est au cours de cette année que les rivalités politiques commencent à se disputer sur une base ethnique brandissant l'autochtonie ou l'allogénie comme critère de co-optation ou d'exclusion. C'est au cours de cette même année que les massacres politiques (opposants ou partisans de la nouvelle province) commencent à revêtir un caractère ethnique d'autant plus que les opposants à la naissance de la nouvelle province sont pour la plupart des

Banyarwanda et ses partisans sont dans l'ensemble les Nande, Hunde et Nyanga.

Les Banyarwanda gardent dans leur mémoire collective le lac vert (près de la localité de Mugunga à une quinzaine de km de Goma) comme le lieu de la mort où plusieurs d'entre eux furent tués et jetés. La guerre dite de Kanyarwanda qui se déclencha dans les semaines qui ont suivi la création de la nouvelle province causa plusieurs victimes notamment à Mutobo dans la chefferie de Bashali Kayembe. Au plus fort de la rébellion Muleliste entre 1963 - 1964, il y eut chasse à l'homme en territoire de Masisi sous l'administration de Kakule Gustave et beaucoup de gens furent tués. La prise du pouvoir par Mobutu en 1965 fut accueilli avec soulagement au Nord-Kivu par les populations qui venaient de vivre trois ans de violences meurtrières. Il a fallu attendre les années 1990 pour remuer les plaies du passé. Avec les perspectives du multipartisme, la question de la nationalité des Banyarwanda au Nord-Kivu vit le jour. Les différentes mutuelles ethniques constituèrent leurs milices armées. En mars 1993 les affrontements ethniques reprirent de plus belle à Ntoto dans la zone de Masisi. L'arrivée des réfugiés rwandais en 1994 compliqua la donne locale et donna naissance à deux rebellions qui maintiennent jusqu'aujourd'hui la RD Congo dans une guerre sans fin.

Durant ces dix dernières années d'affrontements ethniques et deux rebellions successives, toutes les ethnies confondues ont perdu beaucoup de gens, tués par les milices de l'un ou l'autre groupe ou par les armées rebelles et leurs alliés. La mémoire collective des Nande reste hantée par les massacres de centaines de personnes fuyant les troupes de l'AFDL en automne 1996, massacres imputés aux milices hutu. Les Hutu pleurent les leurs de Mugogo, les Tutsi sont loin d'oublier les massacres de Mokoto, les Hunde comptent par milliers leurs gens tués depuis mars 1993 et la liste est longue pour chacune de ces communautés ethniques. Prétendre construire le Nord-Kivu sans aborder ce passé douloureux serait un leurre. Un devoir de mémoire s'impose et le plus rapidement possible non pour venger nos morts mais pour que toute les populations de la province s'approprient leur mémoire commune. Comme dit un proverbe ouest africain « On ne peut pas savoir où on va sans savoir d'où on vient ».

Le nouveau pouvoir du gouverneur du Nord-Kivu s'inscrit dans ces soubresauts aux contours pas toujours maîtrisables. Pour les populations Banyarwanda longtemps tenues loin du pouvoir local, ils considèrent désormais que leur poids démographique dans les territoires de Masisi, Rutshuru et Goma devrait peser dans la balance de la gestion du pouvoir local. Pour les populations non rwandophone, le poids démographique des Banyarwanda dans certains territoires comme par exemple Masisi signifie l'exclusion des Hunde de la compétition politique en l'absence d'un système de protection pour les minorités. Et pour les Nande, l'érection des territoires de Beni et Lubero en province autonome fragilise les Nande qui vivent en dehors de ces deux territoires réputés mono-ethniques. Dans ce jeu d'équilibre complexe, il faut garder en mémoire l'héritage mobutien dont le Congo a du mal à s'affranchir, un héritage qui veut

que l'accès au pouvoir politique s'accompagne de l'accès aux ressources économiques.

La voie de sortie de ces méandres politiques aux intérêts contradictoires devra d'abord passer par la sécurisation des personnes et leurs biens. Une force de sécurité composée pour la plupart de Banyarwanda a de la peine à gagner la confiance des autres groupes ethniques et en certains endroits elle est loin de rassurer même les Banyarwanda au regard des tortures infligées à certains de leurs frères au poste de Bunagana en janvier 2003 dans le groupement de Jomba à la frontière avec l'Ouganda. Deux victimes auraient succombé aux tortures.

Par les temps qui courent et eu égard à la précarité qui règne dans cette crise prolongée en RDC, la tentative pour une province de se prendre en charge en matière de sécurité n'est pas mauvaise mais encore faut-il que ces forces obéissent à une structure institutionnelle et non à un individu et garantissent les droits et les devoirs de tous. D'aucuns ne prennent pas au sérieux le RCD en mal de mobilisation populaire depuis sa naissance malgré la place importante qu'il occupe dans les négociations inter congolaises. Dans le cas de figure d'une signature finale des accords inclusifs prochains à Pretoria, il n'en reste pas moins que tous les signaux sont au rouge et que la reprise des hostilités à l'Est de la RD Congo demeure d'actualité : les forces de sécurité du gouverneur vont sans doute jouer un rôle important. Une question se pose cependant : Quel est l'avenir du Nord-Kivu avec un RCD affaibli et diminué dans son quartier général à Goma et un gouverneur local qui monte en puissance et qui peut le déloger n'importe quand ? Assistons-nous à une décentralisation de facto ou aux velléités séparatistes ? Au lendemain de l'indépendance du Congo, les Nord-kivutiens étaient divisés entre le camp des unitaristes et celui des séparatistes sur base confédérale. Quarante ans plus tard, les cartes ont changé de mains et tout ce que nous pouvons espérer c'est que le coup de poker fasse moins mal aux populations déjà meurtries et appauvries comme naguère en 1962 et les années qui ont suivi. Car trop de sang a déjà coulé sur cette terre de lave.

Aloys Tegera

Mars 2003

Le Sud-Kivu aujourd'hui : un essai d'analyse contextuelle

Bernard Kitambala est acteur de développement dans le Sud-Kivu. Membre de Pole Institute résidant à Bukavu, il livre ici sa lecture de la situation des populations dans cette partie du pays.

Introduction

La précarité du contexte sécuritaire tragique dans lequel évoluent en permanence les populations congolaises de la province du Sud-Kivu n'a plus grand chose à envier à l'Ituri hormis le cannibalisme qui vient de lui donner la vedette, la situation est mutatis mutandis, préoccupante et ce de manière endémique.

Au moment où les forces étrangères prétendent avoir quitté la province, aucun sursaut patriotique ne semble habiter les différents acteurs en présence pour combler harmonieusement et de manière complémentaire le vide sécuritaire créé par cette situation complexe. L'idée de collaboration (dans son sens étymologique, vrai et noble du latin « cum laborare » = travailler avec, travailler ensemble) s'est même éloignée et ne reste qu'un véritable vœu pieux alors qu'elle aurait dû permettre la conjugaison des efforts, la maîtrise de la situation par un travail concerté, un travail d'ensemble, non désarticulé quoique imposé par l'évolution du contexte. Les négociations qui se poursuivent au pays de Nelson Mandela pour un nouvel ordre politique au Congo ne semblent concerner que ceux-là mêmes qui curieusement, au lieu de « verser leur propre sang » pour la patrie ont versé celui des autres, innocents du reste, sont maintenant en train de « verser leur salive », de se battre becs et ongles comme des vautours pour monter les enchères le plus haut possible afin de recevoir, enfin, la couronne de gloire qui leur était préparée !

Sur le terrain, cependant, particulièrement au Sud-Kivu, les acteurs sont en train de patauger dans une irresponsabilité qu'ils finiront par regretter amèrement. Et ils – tous sans exception – seront encore une fois bien surpris lors de la mise en place prochaine de nouvelles institutions de la transition – il faut l'espérer un jour – mise en place qui trouvera sur le terrain le même type de rapports désarticulés et les mêmes caractéristiques des acteurs. Ce qui, soit dit en passant, soulève du coup l'inextricable et épineuse question de la gestion et des gestionnaires de l'avenir du Congo en tant qu'État-nation. En effet, même si l'élogieuse carte de visite de divers acteurs du Sud-Kivu (autorités politico-militaires du pouvoir rebelle en place, acteurs de la société civile et autres forces combattantes des Mai Mai, Mudundu 40 et autres des commandants Patrick MASUNZU, Foka Mike...) leur reconnaît à la fois l'atout et la réputation d'avoir non seulement une relative maîtrise de leur environnement mais aussi une grande capacité de lobbying, tout cela ne les prédispose malheureusement pas à

anticiper les événements. Ces acteurs, évoluant dans un environnement politique à la fois complexe et agressif se sont longtemps livrés, entre eux, à des rivalités ravageuses et destructrices. Ce qui est à la base du contexte lamentable dans lequel évoluent les citoyens congolais du Sud-Kivu, tant sur le plan sécuritaire, politique, socio-économique que culturel.

La Sécurité des biens et des personnes au Sud-Kivu : état de la question.

La guerre qui s'est développée au Sud-Kivu depuis le 02 août 1998 est loin non seulement de se terminer de fait mais surtout loin de laisser la place à une véritable paix des cœurs et des esprits au sein d'une population enfin réconciliée avec elle-même dans la sérénité. En effet, tous les territoires du Sud-Kivu, y compris la ville de Bukavu, vivent dans l'INSECURITE permanente par laquelle tout le monde jure désormais.

La guerre ayant opposé les troupes du combattant Munyamulenge Patrick Masunzu à celles de l'armée patriotique rwandaise sur les hauts plateaux de territoires de Fizi et d'Uvira a créé une situation humanitaire catastrophique dont les plaies auront des difficultés à se cicatriser, causant des déplacements massifs des populations. Tous les Congolais qui avaient fui Uvira pour le Burundi à l'occasion de la reprise de la ville par les troupes du RCD appuyées par leurs alliés rwandais hésitent toujours à revenir au pays. Les villages de la plaine de la Ruzizi en territoire d'Uvira sont le théâtre de fréquents rapt, d'attaques armées, de vols, de viols, de prises d'otages, de tueries, d'incendies de maisons, etc. Et le scénario est pratiquement le même en territoire de Fizi où ces attaques sporadiques et intempestives sont reportées être menées par des personnes armées et en uniforme militaire.

Dans les territoires de Mwenga et de Shabunda, c'est la désolation ! Les exactions des éléments armés toutes tendances confondues dépassent tout entendement au fond d'une misère sans nom. Des centaines de villages se sont littéralement vidés de leurs habitants et ne seront probablement plus jamais reconstruits. Ces territoires qui se trouvent au Sud-Kivu à l'ouest de la ville de Bukavu, dans la grande forêt tropicale humide, aux moyens d'accès difficiles sauf en cas de transport par avion qui est trop cher, sont peu densément peuplés par une population devenue paradoxalement très misérable du fait de la guerre. Tout en étant des réserves des ressources naturelles, économiques, de biodiversité et autres, ces territoires vivent, au quotidien, l'expérience de la violence sous toutes ses formes, tantôt par la barbarie des éléments armés, tantôt par une asphyxie délibérée décidée par la hiérarchie du RCD en suspendant des vols, même humanitaires, à destination de ces territoires, empêchant aux organismes d'apporter assistance aux populations bloquées sur place. Et les conséquences, comme on peut s'en douter, sont incalculables. La cité minière et extra-coutumière de Kamituga, par exemple, est au bord de l'explosion. La cité de Shabunda chef-lieu du territoire qui porte le même nom, n'est plus que l'ombre d'elle-même.

Dans les collectivités-chefferies de Burhinyi et de Luhwindja, attenant au territoire de Mwenga mais culturellement dans le territoire de Walungu, le sinistre est à son paroxysme : interahamwe, mudundu 40, mai mai et autres bandes armées s'affrontent sans arrêt et se passent, comme un ballon de ping pong, le contrôle de villages, pillant, violant et forçant des dizaines des milliers des gens à se déplacer massivement vers la ville de Bukavu où même leur survie est gravement compromise, n'étant pas vraiment à l'abri de toute éventualité faute d'assistance humanitaire.

Quant aux territoires les plus rapprochés de la ville de Bukavu, Walungu et Kabare, il ne se passe pas un seul jour sans qu'au moins deux villages ne soient sous la coupe réglée d'inciviques armés d'horizons divers. Ces inciviques pillent, tuent, violent, détruisent et promettent même de revenir pour anéantir toute reprise de vie dans les villages, y compris des centres comme Katana, Kalehe, ...sur l'axe Bukavu-Goma prétendu sécurisé par des éléments armés du RCD (sic !) ou à Nyangezi, à Nyantende sur l'axe Bukavu-Uvira en passant par Kamanyola ou encore à Kamitimbi ou à Mugogo sur l'axe Bukavu-Walungu.

Les territoires de Kalehe et d'Ijwi ne sont pas en reste. Celui d'Ijwi, par exemple, quoique apparemment un peu plus sécurisé que Kalehe, connaît des cas d'insécurité isolée et est prédisposé à connaître d'autres sinistres. Parmi les sinistres qui guettent ce territoire insulaire l'on cite la quantité élevée de souffre contenu dans l'eau du lac que boivent les populations, les glissements de terre, les tremblements de terre ... Les cas avérés d'insécurité qui s'y commettent sont rapportés être perpétrés par des éléments armés ou de la police qui y sont installés.

Outre le tremblement de terre qui y a causé d'importants dégâts matériels et humains en octobre 2002 et dont l'épicentre était rapporté localisé dans l'île d'Ijwi, le territoire de Kalehe est en proie à une insécurité avérée et connaît un nombre élevé de déplacés tant des villages reculés que des déplacés victime de l'éruption du Nyiragongo. Les populations qui le peuvent se réfugient aussi bien dans les îles que dans les presqu'îles environnantes.

L'axe Bunyakiri-Hombo connaît curieusement, quant à lui, une accalmie assurée par les mai mai ressortissants du terroir, les hommes du général Padiri, qui gèrent cette entité sans partage, loin des convoitises du RCD depuis le retrait des troupes rwandaises.

Quant à la ville de Bukavu, chef-lieu de province et où résident toutes les autorités politico-militaires et administratives, elle n'est pas à l'abri de l'insécurité. L'on y rapporte chaque semaine, par-ci, par-là, des cas d'insécurité notoire, des vols à mains armées, des assassinats, des menaces ouvertes !

Et même quand certains coupables ou suspects sont appréhendés, le pouvoir en place organise un simulacre de procès expéditif et l'on retrouve, quelques semaines après, les mêmes suspects ou malfaiteurs plus libres que le vent, narguant même ceux-là qui les avaient dénoncés ou attrapés en flagrant délit.

Bref, le tableau sécuritaire d'ensemble est loin d'être reluisant et ceci est une constante. Les multiples déplacements des populations, la précarité des conditions d'hygiène dues aux regroupements des déplacés et aux mouvements de populations, le manque de médicaments, le manque de travail, l'impossibilité

de cultiver les champs dans la paix, une alimentation déséquilibrée ont empiré les conditions de vie des populations. Ces conditions sécuritaires défavorables ont agi, de manière déterminante, sur les cas de viol et de violence faits aux femmes et constituent de véritables sinistres à grande échelle dont, malheureusement, les centres d'écoute et d'assistance des femmes qui en sont victimes ne suivent pas dans les mêmes proportions.

Les défis de sécurité sont évidents. Ils justifient :

- l'existence de nombreuses personnes déplacées (plus ou moins 150.000 personnes déplacées internes) réduites à la plus grande misère et ne bénéficiant d'aucune assistance extérieure ;
- les violations massives des droits humains, les assassinats, les viols des femmes, l'esclavage sexuel, l'enrôlement des mineurs sous les drapeaux ;
- les conflits intercommunautaires et familiaux latents qui déchirent la province des ressentiments qui attendent le jour de la vengeance dans un contexte où des milices, le plus souvent ethniques, sont dans les brousses.

Sur le plan politique :

Tous les Sud-Kivutiens, victimes innocentes de cette guerre inutile aux effets on ne peut plus pervers attendent avec beaucoup d'impatience et d'espérance un aboutissement heureux et rapide des pourparlers inter-congolais qui ont fini par se tenir au pays de la « commission Vérité et Réconciliation » après des promenades rocambolesques de distraction à Gaborone et à Addis-Abeba.

Ils fondent leur espoir futur dans ce dialogue aux dépenses faramineuses qui, un jour peut-être, leur ouvrira toutes grandes les portes de la paix, de la concorde, de la réconciliation, de la démocratie et du développement. Ceux qui disposent d'un petit poste récepteur suivent, attentivement, son déroulement et les différents résultats positifs auxquels parviennent, souvent à l'arrachée, les négociateurs. Ils craignent que ces assises ne capotent ni que soit rééditée la triste expérience de la Conférence Nationale Souveraine qui a débouché sur une grande farce nationale, le Haut Conseil de la République, Parlement de Transition (HCR/PT). Ils espèrent que la transition sera une opportunité pour construire la solide fondation d'une véritable nation.

Les radios communautaires et privées locales (Radio Maendeleo avant sa deuxième fermeture par le RCD, Radio Maria Malkia wa Amani, Radio Rehema), quant à elles, font un effort appréciable pour diffuser, jusqu'à la limite de la portée de leurs émetteurs, le peu d'information qu'elles collectent sur le déroulement des discussions inter-congolaises qui cheminent manifestement vers leur fin et la mise en place des institutions de transition. Mais, jusqu'où ces radios portent-elles ?

Les efforts que menaient tambour battant les animateurs de ce dialogue inter-congolais se sont estompés. Certains des « délégués de la base » et qui

« parlaient au nom de leurs bases » sont allés s'installer à Kinshasa ! D'autres sont « assis entre deux chaises » ... D'autres encore de cette « élite » qui sont restés par la force des choses organisent, quand ils ont le temps, des réunions des composantes, des réunions restreintes, ponctuelles, aux stratégies désuètes et sont presque toujours dans les avions ou sur des bateaux pour aller participer, au nom desdites bases, à des ateliers dont les restitutions de contenu, loin d'être de véritables enjeux du moment avec des programmes précis au regard de la conjoncture sont plutôt une routine fade du mouvement associatif. Aucun effort particulier d'information des bases territoriales éloignées n'est observé ni ne constitue une priorité majeure dans le chef du Bureau de Coordination, certaines associations membres affichant cependant des informations nationales dans leurs cours intérieures ...

Le bureau de coordination de la Société Civile du Sud-Kivu, aujourd'hui amputé d'un certain nombre de « son éminence grise » sur le terrain, est un malade au chevet duquel il faudrait vite accourir. Son mandat a expiré il y a belle lurette et beaucoup d'acteurs de la société civile sont en train de maigrir. Ils se plaignent du fait que l'équipe en place s'est émoussée mais personne n'ose organiser d'autres élections soit pour renforcer l'équipe en place, soit pour remplacer les membres indisponibles ou soit encore pour mettre en place une toute nouvelle équipe... Ils se demandent si les élus de 1997 attendent la fin de la guerre ou s'ils tiennent à rester au trône comme les dirigeants rebelles. Une chose est sûre, en tout état de cause : ce malaise ne renforce pas la société civile, en général. Bien au contraire ! En effet, n'a-t-on pas vu, au Sud-Kivu, l'éphémère tendance qui, heureusement, n'a pas fait long feu à l'émergence pernicieuse d'une nouvelle société civile qui serait animée par un monsieur, chef de poste de son état mis en place par le pouvoir rebelle du RCD et connaissant parfaitement son fonctionnement parce qu'aussi dirigeant d'une ONG locale ? Cette société est certes engagée et dynamique mais elle est affaiblie. Nombre de ses hauts dirigeants n'ont pas non plus grand chose à envier aux belligérants et partis politiques d'opposition non armée qui sont en train de se battre pour occuper des postes ; la dernière lettre épiscopale des Evêques du Congo le dénonce aussi. Sa capacité d'analyse et d'anticipation est plutôt faible.

Le pouvoir rebelle du RCD, quant à lui, n'est pas au bout de ses peines. Il vient de nommer, à la veille de la réunification du territoire national, son 3^e gouverneur de province, M. Xavier Chiribanya Chirimwami, un repris de justice du gouvernement de Kinshasa qui remplace à ce poste M. Patient Mwendanga dont le règne d'environ un semestre, de juin 2002 à janvier 2003, n'a en rien changé au quotidien des Congolais du Sud-Kivu après trois ans et six mois de règne folklorique et théâtral du bouffon que les sud kivutiens n'hésitaient pas à conjurer sous le pseudonyme de PNKB (Papa Norbert Katintima Basengezi), allusion faite au Parc National de Kahuzi –Biega (PNKB). C'est un pouvoir qui s'est imposé de la façon que tout le monde connaît et qui prend des décisions impopulaires qui l'opposent tantôt aux hommes d'affaires (le cas de paiement des taxes diverses en dollars, les plaques minéralogiques ...), tantôt aux autres acteurs de la Société Civile (fermeture de la radio Maendeleo, éloignement de feu Mgr Emmanuel Kataliko ...), tantôt à toute la population par des déclarations

belliqueuses et son attachement trop manifeste et inconditionnel au régime de Kigali. La population croit, dur comme fer, que le RCD n'a rien de rassembleur, rien de congolais et surtout rien démocratique. Elle lui est hostile et lui reproche de n'être qu'une caisse de résonance de Kigali, de n'avoir fait aucune différence. Elle clame haut et fort que le RCD est un mouvement qui a massacré, un mouvement corrompu qui favorise le pillage des ressources par des étrangers, l'enrichissement illicite de ses cadres dirigeants lorsque aucune infrastructure publique n'est réhabilitée, ses propres soldats et les agents de l'état demeurant impayés. Au lieu de favoriser la réconciliation et la concorde, la population rapporte que le RCD s'est appuyé sur les clivages ethniques et régionaux et les a même renforcés. Chaque dirigeant s'occupe des gens de son terroir : le vice-gouverneur chargé de l'économie et des finances, par exemple, le nomme Tommy Tambwe Rudima, originaire de la plaine de la Ruzizi, se rend presque exclusivement dans la plaine de la Ruzizi en territoire d'Uvira pour « ramener les siens à la raison ». Son collègue en charge de l'Administration et des Affaires Sociales, M. Jean-Pierre Mazambi, quant à lui, originaire du territoire de Mwenga, se rend régulièrement à Kamituga, à Kitutu, à Mwenga-centre et à Shabunda parce qu'il est mulega ... Bref, le discours qu'on entend de la population a tendance à diaboliser le pouvoir en place, l'accusant ouvertement d'être à la base de l'insécurité dont elle est victime. Mais, au-delà de cette situation descriptive, des questions de fond méritent d'être posées : aux côtés de quels dirigeants, demain après réunification, la population participera-t-elle à la gestion effective de la province du Sud-Kivu ? Quelles sont les stratégies participatives que le pouvoir rebelle du RCD et la Société Civile mettent-ils en place, ensemble ou séparément, pour promouvoir la construction d'un véritable état de droit à partir du bas ? Manifestement et comme dit plus haut cette question centrale n'intéresse pas vraiment le pouvoir en place ; pas plus qu'elle n'est même pas posée par la société civile sauf dans le cas où celle-ci devrait proposer un nom pour occuper un poste donné. En tout état de cause, toutes les réunions qui se tiennent et dans lesquelles l'avenir du pays est évoqué lors des discussions, les délégués de l'arrière-pays n'y sont pas représentés ! Et ceux des « délégués » qui s'y trouvent n'ont d'autre préoccupation que de se partager le gâteau comme si toutes les couches de la population ne juraient que par eux. Et ceci est vrai tant pour les cadres du RCD que pour les « délégués de la société civile ».

Faudra-t-il reproduire, demain, les mêmes modèles de gouvernement et de gestion de la cité, modèle du reste suranné et se faire représenter par les mêmes dinosaures, d'où qu'ils viennent, qui tiennent à se maintenir là où ils sont ou recourir carrément, et c'est la raison qui le dicte, à un nouveau type de gestion participative pour une nouvelle société congolaise ?

Nul n'a le monopole ni de la vérité ni du pouvoir. Et, jusqu'à présent, aucune proposition concrète de gestion participative n'a été formulée par les citoyens de Penekusu, de Bilalombili ou de Lueba eux-mêmes, par exemple, pour le maintien de la paix et la cohésion sociale dans leur environnement. Pas plus qu'aucune capacité locale pour la paix n'a été identifiée. Pourtant, celle-ci constituerait un moyen de légitimité de pouvoir issu de toutes les forces en présence et servirait

de noyau expérimental de démarrage vers un nouveau style de gouvernement. Malheureusement, personne ne rappelle avec force que tout le monde est enfant de la communauté, de la famille et du terrain afin de permettre aux populations d'être acteurs et non victimes d'un processus.

Sur le plan socio-économique :

Ici, plus qu'ailleurs, les clignotants sont au rouge. Tous les indicateurs socio-économiques sont au plus bas. Les infrastructures publiques ont été détruites : paroisses, écoles, hôpitaux, centres de santé pillés et saccagés ; les outils de production mis à sac ...

Le chômage a atteint des proportions exorbitantes. Les villages n'ont pas accès aux produits de première nécessité. Des villageois n'ont plus de vêtements. Partout, même là où elle était insoupçonnée, la malnutrition s'est installée... Les maladies infantiles (la rougeole, la bronchite...) et les épidémies(choléra, fièvre typhoïde ...) sont devenues le lot quotidien des populations qui n'ont plus accès aux services de base. La pauvreté a poussé les enfants à la prostitution et à l'enrôlement dans les groupes armés.

La misère que nous avons rencontrée n'a pas de nom. Les différents viols ont entraîné la dislocation de plusieurs ménages. Les femmes victimes de viols et violences sont isolées, chassées par leur époux et se retrouvent dans le dénuement total, sans assistance, mettant au monde des enfants malades aux pères bandits et inconnus. Les maladies sexuellement transmissibles comme le VIH/SIDA, la blennorragie et la syphilis se propagent à une vitesse vertigineuse ...L'accroissement de la pauvreté, surtout chez les femmes, est à son comble.

La prolifération du phénomène « enfant soldat », (filles et garçons) et l'esclavage sexuel dont les femmes sont de plus en plus victimes ont atteint des proportions inquiétantes. Chaque fois que les groupes armés envahissent un village, ils emportent quelques filles et femmes qu'ils ne libèrent que moyennant paiement d'une rançon, après leur avoir inoculé des maladies ou les avoir contraintes à une conception non désirée.

Les fréquents déplacements des populations font que l'accès à l'eau potable est devenu difficile et des maladies d'origine hydrique menacent les vies humaines. Plusieurs écoles ont fermé et le taux de déperdition ne se calcule plus, tant il a dépassé le seuil imaginable ...

La survie des populations pendant cette période de crise a beaucoup dépendu de l'exploitation des gisements du sous-sol(coltan, or) dont, malheureusement ils ne pouvaient pas garder les bénéfices réels, le gros de ces exploitations étant englouti par les prix exorbitants des produits de première nécessité leur parvenant par avion.

Sur le plan culturel :

Cependant, même si l'on n'a pas assisté à une avancée spectaculaire au Sud-Kivu comme cela se vit avec des journées interculturelles de rapprochement et de convivialité qu'organise Pole Institute au Nord-Kivu chaque année, une

timide acceptation mutuelle s'observe ici et là. Une coordination des mutuelles tribalo-ethniques d'inspiration du pouvoir en place existe. Seulement, elle n'est pas une émanation des communautés tribales elles-mêmes mais une structure du sommet à la base. Cette coordination qu'anime un rusé mobutiste à l'adaptation facile aux différents régimes qui se sont succédés n'a pas encore fait ses preuves. Il faut espérer que le degré de tolérance qui s'observe puisse faire du chemin. Le discours extrémiste qu'on collait aux ressortissants du Sud-Kivu a changé et est accommodant lorsqu'il prend en compte les intérêts des communautés. Ce même discours se radicalise, cependant, lorsqu'il est tenu face au pouvoir en place qui s'avère dépassé par les événements et incapable d'assurer un minimum de sécurité aux citoyens qu'il prétend administrer.

Les ressortissants de différentes communautés, ont le courage de s'afficher sans complexe. Ce qui est une prédisposition à plus de coopération, de compréhension, de tolérance et d'engagement vers un avenir que chacun trouve rassurant. Cette prédisposition constitue déjà une porte d'entrée idéale pour ce carnaval interculturel qui garantit à chaque communauté la sécurité attendue de l'autre et un gage de construire, ensemble, une société dans laquelle chacun trouve sa place et apprécie l'autre à sa juste valeur.

En guise de Conclusion :

Tout observateur averti de la situation qui se développe dans la province du Sud-Kivu constate que tous les ingrédients sont réunis pour que la transition que tous les Congolais appellent de leurs vœux les plus ardents soit une autre occasion manquée pour commencer la construction d'un État à partir du bas.

La carence d'une capacité d'anticipation est une lacune qui ne fait pas la fierté des fils et des filles du Sud-Kivu. Il est important et urgent que le Congo se ressaisisse et appelle ses cadres à éviter de s'enliser dans le conjoncturel pour s'intéresser à fond au véritable durable. Cette approche exige abnégation et perspicacité, vision et confiance dans l'avenir. La société civile doit revisiter ses stratégies de fond en comble si elle tient à jouer son rôle de leader dans cette province et continuer à inspirer la confiance qui est la sienne pour une véritable adaptation des stratégies de lutte à la réalité du moment.

Bernard Kitambala

Bukavu, février 2003.

Ituri : La guerre dans la guerre

0. Introduction

« Mambassa, épicerie des exactions des mois passés, est une ville fantôme. Les hautes herbes qui ont envahi le centre ville racontent la dérive d'une petite agglomération à la croisée des pistes, à l'orée de la grande forêt, dont l'or et les diamants ont attisé la fièvre des pillards. Les portes fracassées des maisons de terre disent les pillages endurés au cours des mois écoulés, et la peur, comme dans la brousse avoisinante, ferme les bouches. »

Ce constat de Jean-Philippe REMY, paru dans le journal **Le Monde** du 27 février 2003 pourrait s'appliquer à toute la région de l'Ituri, situé au Nord-Est de la République Démocratique du Congo. En effet, alors que l'opinion tant nationale qu'internationale a les yeux rivés sur Pretoria IV où le Sénégalais Moustafa Niasse tente de convaincre les acteurs de la crise congolaise de mettre en application les accords de partage du pouvoir laborieusement négociés et signés à la mi-décembre 2002, en Ituri règne un climat de tensions et toutes les parties en conflit au Congo risquent de s'y affronter, mettant un point d'arrêt final à tout espoir de paix au Congo. Plusieurs groupes armés et mouvements rebelles se font face dans cette riche région frontalière de l'Ouganda pour s'en assurer le contrôle exclusif sur fond de conflits inter-ethniques savamment manipulés par la mafia politico-économique qui y a trouvé un terrain inespéré. Quant aux populations privées de tout après près de cinq ans de violences d'une ampleur jamais atteinte par le passé, elles vivent la peur au ventre et ne peuvent même plus compter sur l'hospitalité de la forêt voisine pour échapper à la folie meurtrière des uns et des autres. Plusieurs analyses ont été faites autour de ce que tout le monde appelle le drame de l'Ituri. Mais la plupart l'abordent sous le seul angle « culturel », en mettant en exergue les conflits séculaires entre les cultivateurs Lendu et les éleveurs Hema, les autres communautés locales pouvant se classer selon le côté où elles penchent sur cette balance de la haine. Une telle lecture est dangereusement réductrice car elle occulte la donne politique de ce drame dans cette région où se joue à coup de massacres le positionnement sur le futur échiquier national de la transition et la dimension économique qui attise toutes les convoitises. Ces trois dimensions sont en réalité tellement enchevêtrées et les discours idéologiques des acteurs locaux sont tellement empreints de manipulation qu'on est souvent tenté de ne voir que la dimension culturelle, les politiques et les bandes armées au service des intérêts économiques maffieux se donnant le beau rôle de « pacificateur » qui essaient de ramener à la raison ces frères ennemis. Mais ce jeu de pompiers-pyromanes a fait long feu et les alliances qui se lient et se délient au versant ouest du Rwenzori mettent en lumière les vrais enjeux dont Lendu et Hema ne sont que les dindons de cette farce meurtrière.

1. La dimension culturelle : le conflit ethnique Lendu-Hema

La région de l'Ituri compterait environ 4.605.403 personnes en 2001 (il n'y a pas eu de recensement sérieux au Congo depuis plusieurs années) réparties entre les ethnies Lendu, Hema, Alur, Bira, Nyari, Mambisa, Ndo-Okebo, Lugbwara, Kakwa, Logo, Lese, et Ngiti. Les Ngiti, appelés aussi Lendu-Bindi appartiennent à la grande famille Lendu qui forme à elle seule près de la moitié de la population de l'Ituri. Quant aux Mbuti, ils vivaient quasiment en marge de la société, tirant l'essentiel de leurs ressources de la forêt jusqu'à ce que les barbaries des soldats du MLC les poussent au-devant de la scène, les politiques ayant trouvé dans leurs malheurs de la matière pour régler leurs comptes.

Les Lendu et les Hema sont les ethnies les plus influentes de la contrée. Les Hema sont subdivisés en deux groupes : ceux du sud, appelés souvent « Banyoro » et ceux du nord, les Gegere. A côté de ces ethnies autochtones on signale d'autres communautés ethniques, notamment une forte présence des Nande dans les centres urbains de Bunia et de Mongbwalu.

Les Lendu sont traditionnellement considérés comme des agriculteurs sédentaires, attachés à leur terre, alors que les Hema notamment les Nyoro sont des éleveurs toujours en quête de davantage d'espace pour les troupeaux, ce qui les pousse à de fréquentes migrations. Le conflit entre traditions et types d'économie différents est aussi vieux que le monde et est, à la limite, sain. Il fait partie de la dynamique des sociétés et trouve toujours une solution dans la négociation des intérêts des parties dans la logique du gagnant-gagnant. Mais pour le cas qui nous concerne, ce conflit est exacerbé par les frustrations cumulées depuis l'époque coloniale par les Lendu et la lutte pour le leadership local.

En effet, en Ituri comme dans le reste de ces colonies, la Belgique a institué des mythes qui, à force d'être répétés, ont fini par s'enraciner dans le chef des victimes et des bénéficiaires, créant du coup des déséquilibres sociaux dont les conséquences s'observent jusqu'à ce jour. « Le premier de ces mythes est celui de la supériorité intellectuelle, de l'efficacité. Les Belges estiment que certaines tribus sont plus intelligentes que d'autres », note Colette Braeckmann ! C'est ainsi que les Hema vont être identifiés comme plus intelligents que leurs voisins et vont bénéficier de nombreux avantages liés à l'accès au système éducatif. Plus proches du Blanc, ils occupent des postes que leur envient les autres qui acceptent malgré eux cette discrimination.

Le régime de Mobutu ne va pas rectifier cette erreur fatale et va asseoir son pouvoir en collaboration avec l'élite Hema.

C'est ainsi que les Lendu, après tant d'années de frustrations ravalées s'estiment en droit de lutter pour « le pouvoir » de décision, pour le leadership en Ituri, alors que les Hema veulent conserver les droits acquis. Cette guéguerre pour le

pouvoir est avant tout l'affaire des élites et non des populations « ordinaires » qui, ici comme ailleurs dans cette sous-région, sont instrumentalisées par une intelligentsia sans foi ni loi.

Les conflits entre Hema et Lendu ne datent pas d'aujourd'hui. Déjà en 1911, l'assassinat du chef Hema BOMERA par les Lendu-Bindi dans l'actuel territoire d'Irumu déclenche des affrontements qui s'étendent jusqu'au territoire actuel de Djugu. Après l'indépendance, les violences entre les deux ethnies prennent nettement une coloration politique et le régime Mobutu n'hésite pas à réprimer dans le sang ces agissements. Ainsi, en 1966, les Lendu s'insurgent contre les autorités administratives locales en majorité Hema. La répression organisée par l'autorité provinciale fait de nombreuses victimes civiles Lendu. En 1993, les Ngiti et les Hema s'affrontent à nouveau dans le territoire d'Irumu faisant un grand nombre de victimes. Sous le commandement du colonel EKUTSHU, le 412^{ème} bataillon du Mont-Hawa rétablit l'ordre à l'artillerie lourde : les victimes se comptent par centaines chez les Lendu.

Mais même au pire du régime de Mobutu, jamais les conflits entre les deux communautés n'avaient atteint un tel seuil d'horreur et de destruction. Au point qu'on est en droit de se demander si cela s'arrêtera un jour. Car, avec le jeu des alliances et des divorces politiques, avec la multiplicité des acteurs, on ne voit pas qui a le sésame de la paix en Ituri.

2. La dimension politique : le cycle des alliances.

Au moment où les hostilités actuelles se déclenchent, en avril 1999, le district de l'Ituri est sous administration du RCD-K-ML de Mbusa Nyamwisi qui a établi son état major à Bunia, après s'être débarrassé du professeur Wamba dia Wamba, son ancien président au RCD avec qui il avait quitté Goma pour s'établir d'abord à Kisangani. La bataille pour Kisangani entre les armées rwandaise et ougandaise va chasser les dissidents du RCD/Goma de cette ville qui restera sous le contrôle de Goma et de son allié rwandais. Mbusa et son allié ougandais s'installent dans le riche district de l'Ituri, frontalière de l'Ouganda. Le leader du MLC, Jean-Pierre Bemba Gombo, qui n'a pas pu marcher sur Mbandaka, rêve d'expansion vers l'Est pour accéder aux mines d'or de Kilo-Moto et au bois de la forêt de l'Ituri. Il tente de le faire par les armes mais, suivant le conseil de son parrain ougandais, finit par créer une alliance avec le RCD-K-ML. C'est le FLC (Front de libération du Congo) mis en place en juillet 2001. On verra ainsi le leader du MLC/FLC mener des consultations à Bunia avec les chefs coutumiers en vue de la réconciliation des ethnies, on le verra à Butembo demander pardon au peuple congolais pour les torts lui infligés par les politiciens. Mais cette belle harmonie durera le temps d'une alliance d'intérêt. Lors du dialogue inter Congolais de Sun City, le MLC et le RCD-K-ML signent le 19 avril 2002 avec d'autres composantes et le gouvernement de Kabila, l'accord dit de Sun City qui octroie à l'homme de Gbadolite le poste de Premier ministre. Cet accord signé en marge du dialogue inter Congolais est décrié par le grand mouvement rebelle soutenu par le Rwanda, le RCD/Goma qui va s'allier avec d'autres partisans d'un accord inclusif notamment le vieil opposant Etienne Tshisekedi de l'UDPS au

sein de l'ASD (Alliance pour la sauvegarde du dialogue inter Congolais). L'accord de Sun City ne sera jamais appliqué mais le RCD-K-ML de Mbusa ouvre son espace au gouvernement de Kinshasa. Les ministres de Kabila sont accueillis en Ituri et au Nord Kivu, les liaisons aériennes sont rétablies avec la capitale. Cette alliance gouvernement -RCD-K-ML est vécue par Bemba comme une « liaison dangereuse ». Bemba décide de lui faire la guerre et de le chasser de l'Ituri et même de son fief du Nord Kivu. Pour ce faire, le MLC s'allie avec un autre petit mouvement rebelle, le RCD-National dont le leader Roger Lumbala, autre transfuge du RCD/Goma, a installé son quartier général à Bafwasende et contrôle Isiro et son aéroport, Banalia et ses mines de diamants. Entre-temps, un autre acteur s'est invité sur le terrain de la lutte pour le contrôle de l'Ituri : Thomas Lubanga, Hema, ancien « ministre » de la Défense du RCD-K-ML. Démenti de ses fonctions par Mbusa Nyamwisi, il refuse son limogeage. Le 17 juin 2002, alors qu'il séjourne à Kampala, il est kidnappé et mis de force dans un avion pour Kinshasa avec d'autres notables hema.. Mbusa est soupçonné d'être l'instigateur de ce kidnapping. La libération de ces notables sera négociée en échange du ministre des Droits humains du gouvernement de Kinshasa, Ntumba Luaba., pris en otage en Ituri en juillet 2002. De retour à Bunia, Thomas Lubanga crée son Union des patriotes congolais (UPC) et prend des armes pour chasser le RCD-K-ML accusé d'attiser les conflits ethniques et de prendre parti pour les Lendu. Les forces de l'UPC contrôlent alors plusieurs localités de l'Ituri notamment les centres urbains mais les populations en ont payé le prix fort. Chassé de l'Ituri, le RCD-K-ML était sur le point de perdre Beni sous les coups conjugués du MLC et du RCD-N lorsque, sous la pression de la communauté internationale, un protocole d'accord de cessez-le-feu a été signé le 31/12/2002 entre les principaux protagonistes du conflit en Ituri : Mbusa, Bemba et Lumbala.

Mais l'alliance la plus spectaculaire et qui risque d'influer lourdement sur la situation en Ituri est celle que l'UPC a négociée le 6 janvier 2003 avec le RCD/Goma. La présence de l'armée gouvernementale dans les zones du RCD-K-ML du Nord Kivu n'est pas de nature à rassurer les rebelles de Goma qui voient se dessiner là une autre ligne de front potentielle. L'alliance UPC-RCD/Goma place la zone nord du Nord Kivu entre deux feux en cas de conflit ouvert. Mais elle met en même temps en contact, à travers leurs alliés respectifs, le Rwanda et l'Ouganda. Or la cohabitation entre ces deux voisins n'a pas toujours été harmonieuse, surtout dans la gestion de la crise congolaise. Les armées des deux pays se sont affrontées à trois reprises dans la ville martyre de Kisangani et à trois reprises Museveni et ses généraux ont été battus. Ils ont gardé de ces affrontements sur le sol congolais une grande frustration, celle de l'aîné courbant l'échine devant un cadet plus pugnace mais aussi la douleur d'avoir laissé sur le sol boyomais plusieurs jeunes officiers « Bahima », le groupe ethnique de Museveni. Il va donc sans dire que les Ougandais rêvent d'une vendetta à la sicilienne. Quelques indices sont déjà perceptibles dans la détérioration grandissante des relations entre les deux pays, malgré un discours officiel plutôt modéré. D'une part, la presse ougandaise fait état de l'existence d'un mouvement rebelle, le PRA (People's Redemption Army) du colonel

Bessigye, candidat malheureux aux dernières élections présidentielles assisté des colonels Anthony Nyakabale et Samson Mande, originaires de la région de Kabale, frontalière du Rwanda. Selon Kampala, les rebelles du PRA sont aidés par Kigali et ils s'organisent à l'Est de la RD Congo. D'autre part, le lendemain du sommet de Dar-es-salam du 10 février 2003 entre Museveni et Joseph Kabila, un nouveau mouvement rebelle a vu le jour à Kampala : le FIPI (Front pour l'intégration et la paix en Ituri), dirigé par le chef Kahwa, ancien ministre de l'UPC. Auréolé de son statut de chef coutumier hema, il promet de ratisser large au sein de sa communauté pour livrer bataille à son « frère » Thomas Lubanga, avec le soutien de l'Ouganda et de la RDC. Et le 6 mars 2003, alors que les délégués congolais signaient un énième accord à Pretoria, l'UPDF chassait Thomas Lubanga et l'UPC de Bunia, où règne le chef Kahwa. Retiré à Fataki, l'allié du RCD/Goma rumine sa défaite, prépare sa revanche et affine ses alliances. Ainsi donc, pour tout observateur avisé, tous les ingrédients sont présents pour un nouveau bras de fer entre l'Ouganda et le Rwanda par Congolais interposés.

Bref, en Ituri sont positionnées pratiquement toutes les forces belligérantes en RD Congo : l'armée gouvernementale à travers le RCD-K-ML, l'armée du MLC et du RCD-N, l'UPC, l'armée ougandaise censée quitter définitivement le Congo le 20 mars 2003. Si l'on y ajoute les guerriers Lendu et Hema, le cocktail est explosif. Mais qu'est-ce qui fait donc courir tout ce monde en Ituri ?

3. La dimension économique : cette richesse qui tue

La région de l'Ituri est restée plus ou moins fermée sur elle-même jusqu'aux années 1930. Sa forêt luxuriante était presque inviolée du fait de la faible densité de ses habitants et riverains dont le mode de vie traditionnel n'avait qu'un faible impact sur l'environnement. Vers les années 1930 donc, le colonisateur déchire la forêt en traçant un tronçon routier de 600 kilomètres qui, vers 1960, va drainer vers l'Ituri des masses humaines en quête des terres arables et des matières précieuses.

En effet, la région de l'Ituri regorge de ressources naturelles immenses. Parmi les plus convoitées on peut citer le bois dont l'exploitation anarchique a des retombées écologiques néfastes (selon certaines sources, la forêt recule d'un kilomètre par an) mais surtout l'or, le diamant, le coltan et le pétrole dont on a trouvé d'importantes quantités dans la vallée de la Semliki.

En effet, il existe un véritable réseau dans les zones sous contrôle ougandais dont l'objet principal est d'exercer un monopole sur les principales ressources naturelles locales, les échanges transfrontaliers et les recettes fiscales. Ce réseau comprend des officiers supérieurs de l'UPDF, des hommes d'affaires et des politiciens et autres administrateurs rebelles. Parmi les officiers les plus en vue dans le réseau, le dernier **Rapport du groupe d'experts de l'ONU sur l'exploitation illégale des ressources naturelles et autres formes de richesse de la RD Congo** (octobre 2002) cite le général de corps d'armée (à la

retraite) Salim Saleh, demi-frère de Museveni, le général de division James Kazini, les colonels Noble Mayombo, Kahinda Otafiire et Peter Karim. Parmi les entrepreneurs privés, la même source incrimine Sam Engola, Jacob Manu Soba et Mannase Savo, tous des Hema. Les principaux membres rebelles de ce réseau d'enrichissement personnel indexés par les experts onusiens sont notamment Wamba dia Wamba, Roger Lumbala, John Tibasima, Mbusa Nyamwisi, Thomas Lubanga, etc. Les différentes milices et les hommes de rang de l'UPDF sont utilisés par ce réseau comme force d'exécution et de délimitation territoriale des zones d'exploitation, alors que l'administration rebelle lui sert de façade de secteur public pour rafler des taxes qui ne servent jamais à financer les services publics.

Les membres de ce réseau opèrent sous le couvert des sociétés écrans dont les plus citées sont : le groupe Victoria, Trinity Investment, la Conmet et Sagricof. Il convient de noter que ce réseau collabore étroitement avec le groupe de criminalité internationale Victor Bout. M. Bout est propriétaire d'une compagnie aérienne basée à Kampala, Odessa, ex-Okapi Air., qui partage les temps de vol et les destinations de vol avec Planet Air, la compagnie de l'épouse du général Salim Saleh.

Voilà la clé du drame en Ituri. La situation qui s'y déroule n'est pas l'affaire d'une communauté contre une autre. Il existe des personnes qui tirent profit de ces affrontements : les trafiquants d'armes, les réseaux maffieux d'exploitation des matières précieuses qui ne lésinent pas sur les moyens pour délimiter leur territoire en imposant un climat de terreur pour faire taire toute personne qui prône ou prêche la paix dans ce Far West où seigneurs de guerre, lobbies maffieux et officiers ougandais tiennent le haut du pavé. Des volontaires du CICR ont été massacrés en plein exercice de leur mission humanitaire en 2001 et, tout récemment, le 24 février 2003, un hélicoptère de la Monuc, avec à son bord Mountaga Diallo, le général sénégalais commandant de cette force onusienne, a essuyé des tirs au-dessus de Bunia, alors qu'il allait rencontrer Thomas Lubanga pour mettre un terme aux hostilités qui ont repris de plus belle sur l'axe Irumu- Komanda- Bogoro. La Monuc a aussitôt décidé d'interrompre ses vols sur Bunia, ce qui ne déplaiera pas à certains.

4. Conclusion

Dans son ***Rapport sur le conflit inter-ethnique Hema-Lendu en territoire de Djugu dans la Province Orientale*** du 07 décembre 1999, l'ASADHO note avec raison que : « Ce sont les acteurs politiques qui, par action ou par impuissance sont régulièrement à la base de l'implosion des violences interethniques, même si des causes lointaines et historiques peuvent parfois être trouvées. » Dans le cas de l'Ituri, action et impuissance sont conjugués, tant sont nombreux les protagonistes de ce drame.. Au moment où les délégués à Pretoria IV s'empêchent de nouveau dans des subtilités linguistiques pour parvenir à un

désaccord de paix et prolonger ainsi l'agonie des Congolais, au moment même où ces mêmes délégués prennent l'Ituri comme prétexte pour ne pas avancer vers l'élaboration de l'ébauche d'un État digne du XXIème siècle le sang continue à couler dans cette région martyre. Les prédateurs, eux, adeptes de la loi du fusil, continuent à ramasser l'or, le diamant et l'ivoire. Car le fantôme du Roi Léopold II plane encore sur le Congo. Le Roi belge collectait le latex congolais en amputant les mains à ceux qui ne pouvaient pas cueillir la quantité exigée par la boulimie royale. Avec les fonds générés par son entreprise EIC (État indépendant du Congo), il a érigé des monuments à Bruxelles, il a aménagé le port d'Anvers et le musée de Tervuren où se retrouvent les pièces les plus rares de l'art congolais. Sa politique a fait des émules dans la classe politique congolaise : la cueillette a été érigée en système économique, la violence en système politique. Quant aux populations, elles ne bénéficient guère des fruits de cette cueillette qui s'opère à ses pieds. La solution au drame de l'Ituri passe absolument par la solution de tout le problème congolais. Une solution qui passe avant tout par l'identification des vrais acteurs en vue d'épingler les vrais enjeux. Nous sommes convaincus que les Hema et les Lendu ne sont pas les plus sauvages des Congolais pour continuer à se tirer dessus à cause de la mésentente entre le concessionnaire hema Singa Kodjo et ses voisins Lendu en avril 1999.

Onesphore Sematumba.

Mars 2003

Entretien avec le Dr. Joe Kasereka Lusi

*Le Docteur Kasereka Lusi dirige la clinique **DOCS** à Goma. Il est également président de Pole Institute. Il a passé une bonne partie de sa jeunesse à Nyankunde, dans la région de l'Ituri. Pole l'a rencontré après une mission effectuée dans cette région aujourd'hui meurtrie. L'émotion est à la mesure de la tragédie. Par la suite il fait son analyse du contexte général en RD Congo. Ses propos sont recueillis par Aloys Tegera.*

Pole (P.): Vous venez de Bunia, une région qui a été durement éprouvée; vous avez survolé Bunia, vous êtes allé jusqu'à Aru, est-ce que vous pouvez nous dire ce qui se passe là-bas?

Kasereka Lusi (K.L.): Oui, j'ai eu la chance d'avoir un avion missionnaire de MAP qui est venu spécialement grâce à notre appel. Comme aucune organisation, aucune société de la communauté internationale ne s'intéresse à la situation là-bas, nous, les Congolais, nous devons nous y rendre. Nos frères de Kinshasa nous ont envoyé un avion pour survoler et essayer d'estimer les besoins. Nous avons survolé Nyankunde. Il n'y avait rien qui bougeait, on ne voyait aucun être humain, aucun animal; il n'y avait que des arbres et des maisons un peu détruites. Nous avons choisi d'aller atterrir à Aru pour essayer de rencontrer des frères et avoir quelques bribes de nouvelles. On a trouvé que réellement les gens sont rentrés dans la préhistoire là-bas.

P.: Qu'est-ce que vous voulez dire par la préhistoire?

K.L.: C'est-à-dire que les gens ont refusé de parler ensemble, chaque ethnie est en train de se refermer sur elle-même et tout ce qui n'est pas de l'ethnie est tué ou saccagé. On assiste à des tueries entre les ethnies! On rencontre 4 ethnies dans cette région: les Bahema- Bagegere et les Bahema du Sud sont un peu ensemble; en face les Ngiti et les Lendu qui parlent le même langage. C'est une catastrophe dans cette région de l'Ituri qui comprend plusieurs ethnies mais où ces quatre-là se sont liguées les unes contre les autres.

P.: Lors de l'attaque de Nyankunde, on a parlé de beaucoup de morts Bira. Comment tout d'un coup les Bira ont-ils été aussi visés?

K.L.: Je n'ai pas de source sûre pour confirmer que les Bira étaient visés.

P.: Est-ce que vous pouvez nous donner le bilan de ces tueries?

K.L.: On peut dénombrer plus de 300 victimes bien identifiées. Mais on nous a dit qu'il y a des disparus et on pense qu'ils seraient en prison. Mais comme ces disparus sont des Bagegere, personne ne croit qu'un Mugegere peut rester vivant dans une prison Ngiti. Les disparus et les morts s'évaluent à un millier.

P.: Et vous personnellement, en tant qu'ancien directeur de l'hôpital de Nyankunde, qu'avez-vous ressenti en survolant la région?

K.L.: Personnellement en voyant cette région en ruines j'ai un sentiment de découragement. C'est en effet dans l'Ituri que j'ai laissé mes meilleures années de jeunesse, j'y ai gaspillé tout mon temps pour éduquer, former et travailler. Mon père y a donné aussi le meilleur de lui-même. Il y a même des missionnaires américains qui ont donné toute leur vie pour cet endroit. Lorsque, à la fin de tous

ces efforts, on voit cette catastrophe, ce cataclysme, on ne peut que dire: « Le monde est méchant. » Pour qu'une population en arrive à mordre cette poussière, il faut qu'il y ait deux choses: 1) de mauvais leaders; 2) une mauvaise doctrine.

P.: Ce qui se passe à Bunia n'est –il pas le résumé de ce qui attend les autres coins du Congo?

K.L.: Je ne crois pas. Je me rappelle que le jour où notre héros national Patrice Lumumba avait reçu le contrat de l'indépendance des mains du Roi Baudouin, ce dernier a dit trois fois: « Lumumba, rappelez-vous vos frères de l'Ituri. » Maintenant, que des jeunes gens en arrivent à tuer une femme de 80 ans qui gardait une maison de missionnaires, il faut dire qu'il y a autre chose que la colère. Qu'on en arrive à tuer et à brûler un pasteur qui est en train de prêcher, il y a autre chose que la simple colère. Les habitants de l'Ituri croient que tuer, c'est un signe de civilisation. Et nous, nous laissons faire, nous restons tranquilles à Goma, à Beni, à Butembo. Nous ne nous sommes pas rendus compte que nous avons des frères à aider.

P.: Vous pensez vraiment qu'on en arrive là parce que les gens de l'Ituri n'ont jamais été aidés?

K.L.: Aider, c'est une façon de parler. La vraie question c'est celle de savoir quand nous, Congolais, prendrons conscience de notre responsabilité? Les gens pensent que construire un pays c'est chercher des pierres et bâtir des villas! Non, construire un pays, c'est essayer de trouver ces faiblesses dans chaque communauté ethnique pour surmonter l'ethnicité. Prenons le cas du Rwanda. Il y a eu un génocide mais les rwandais sont obligés de gérer ensemble l'après - génocide.

P.: Maintenant que vous évoquez le Rwanda; quel bilan faites-vous de la présence militaire du Rwanda au Congo pendant presque six ans?

K.L.: Pour moi, je suis heureux de la fin, je ne m'intéresse pas au début.

P.: Que pensez vous du quasi vide laissé par ce retrait des alliés du RCD à l'Est du Congo?

K.L.: Le vide est bien là après ce retrait des Rwandais, mais les Congolais doivent s'assumer..

P.: N'empêche que dans certains coins, à Pinga par exemple, l'incertitude plane!

K.L.: C'est ce que j'ai dit à l'autorité politique. Quel est cet homme qui ne peut pas défendre sa femme et ses enfants? Dès qu'on dit qu'il y a des Mai-Mai quelque part, les gens font leurs valises et prennent la fuite. Mais pour aller où? Pourquoi les Gomatraciens ne peuvent pas défendre Goma? Pourquoi les habitants de Pinga ne peuvent pas défendre Pinga? Pour moi, la question qui se pose est celle de savoir ce que nous faisons pour nous défendre après le retrait des Rwandais.

P.: Quelle chance donnez-vous aux Congolais à pouvoir s'organiser? Ce que nous observons, c'est qu'il y a Mbusa Nyamwisi qui règne à Beni - Butembo, Thomas Lubanga à Bunia, Roger Lumbala à Isiro, etc.

K.L.: Là, c'est l'absurdité. Mais cela nous prouve, à nous, Congolais, que nous n'avons pas de vrai leader national. Tout ce monde-là a une vision fragmentée de la politique nationale.

P.: Justement, nous avons toujours voulu un Congo uni, et voilà que la réalité nous impose un Congo en miettes, fragmenté. Est-ce la norme dans les mois qui viennent?

K.L.: Non, cela ne peut pas être la norme. Ce qui nous manque, c'est une bonne gouvernance.

P.: Mais comment y arriver avec cette politique de la fragmentation?

K.L.: La plus grande chose que Dieu nous ait donné au cours du millénaire écoulé, c'est la conférence de Berlin de 1885. Pourquoi? Parce que c'est de là que nos États actuels tirent leur existence. C'est à partir de là que nous parlons du Congo, du Rwanda, du Burundi, etc. Remettre en cause les frontières héritées à Berlin c'est ouvrir la boîte à Pandore.

P.: Comme vous évoquez Berlin, parlons-en. A Berlin, l'État indépendant du Congo a pris naissance, mais comme une propriété privée de Léopold II. Et j'ai l'impression qu'on ne s'est jamais affranchi de Berlin parce qu'après Léopold II, le Congo est devenu propriété de la Belgique, ensuite de Mobutu et aujourd'hui ce sont les seigneurs de guerre qui se le partagent.

K.L.: Vous avez raison, c'est Berlin qui a tracé les frontières. Si vous avez ces inquiétudes face au phénomène de seigneurs de guerre, c'est par rapport à Berlin. On parle des envahisseurs, par rapport à Berlin. A partir de là, on peut parler de la loi. Et de là, du développement. Voyez-vous, lorsque les Congolais vont se mettre ensemble pour dire « La récréation est terminée, place à la bonne gouvernance », le développement pourra s'installer à l'intérieur de nos frontières héritées de Berlin. Mais nous sommes dans un jeu de « puzzle » et la seule pièce qui nous manque, c'est le rôle de l'Église qui regorge de ressources humaines. L'Église doit montrer clairement sa vision de la société. Malheureusement le Cardinal Malula est mort...

P.: Ce n'est pas aussi facile que cela parce que l'Église reflète aussi les contradictions de notre société!

K.L.: Oui mais c'est la seule organisation structurée, autonome et qui peut parler.

P.: En fait, vous posez le problème de la méthode. Comment sauvegarder le Congo hérité de Berlin, dans sa grandeur, dans sa splendeur?

K.L.: C'est cela. Il faut trois choses. D'abord la bonne gouvernance qui va développer les ressources humaines et définir les priorités. Et la priorité des priorités, c'est l'éducation. Ensuite vient la santé, et enfin l'économie et la décentralisation à l'intérieur des frontières.

P.: Parler de la bonne gouvernance c'est une chose, faut-il encore des hommes capables de l'assurer.

K.L.: C'est pourquoi nous sommes comme dans le moulinex, où nous ne savons pas où nous sommes. Je pense sincèrement que la solution proviendra de la décentralisation. Sinon, tout le monde sait que nos délégués aux multiples dialogues intercongolais et ailleurs achètent d'abord des jaquettes pour y entasser le per diem, au lieu de penser à ce qu'ils diront pour le Congo. Il faut dépasser ce stade.

P.: Dans le contexte actuel où le pays est partagé entre les seigneurs de guerre, parler de décentralisation fait peur, on y voit tout de suite la partition du pays.

K.L.: Non, la décentralisation ne doit pas nous faire peur. D'ailleurs, nous la vivons de fait. Mais on n'arrive pas vraiment à la mettre en pratique. Nous continuons d'avoir des gouverneurs, des vice-gouverneurs...nommés, au lieu d'organiser des élections.

(*Propos recueillis par Aloys Tegera* , Goma, décembre 2002)

Entretien avec M. Faustin Buunda Ndyanabo, Président de l'Assemblée Provinciale du Nord-Kivu.

Le Rassemblement congolais pour la démocratie (RCD/Goma) a mis en place des assemblées provinciales censées contrôler les exécutifs des provinces sous son contrôle. Une année après l'installation de l'Assemblée provinciale du Nord Kivu, Léopold et Onesphore de Pole Institute se sont entretenus avec son président, M. Buunda, dans son bureau à Goma.

Pole (P): Pouvez-vous vous présenter pour nos lecteurs qui ne vous connaissent pas?

Faustin Buunda Ndyanabo (F.B.N): Je m'appelle Faustin Buunda Ndyanabo, je suis Président de l'Assemblée Provinciale du Nord-Kivu depuis octobre 2001 jusqu'à ce jour. Avant cela, j'étais président de la Commission de Pacification et de Concorde du Nord-Kivu.

P.: Vous êtes donc à la tête de l'Assemblée Provinciale depuis plus d'une année; qu'est-ce que nous pouvons retenir comme ayant été un plus pour les populations? Quelle est la plus-value que les populations du Nord-Kivu ont tirée de l'existence de l'Assemblée Provinciale?

F.B.N.: D'abord, je dois vous dire que l'Assemblée Provinciale est encore très jeune. Nous avons commencé par organiser la structure du cabinet. Par la suite nous avons élaboré le Règlement d'Ordre Intérieur, et puis nous avons organisé la session budgétaire 2002 au mois de décembre 2001. C'est le budget voté à ce moment-là qui est en exécution aujourd'hui. C'est la première fois que la province fonctionne ainsi, avec un budget voté.

Comme plus - value pour la population, l'Assemblée Provinciale reçoit les doléances de la population dans tous les domaines car, comme vous le savez, l'Assemblée Provinciale a pour mission de constituer une voie de recours. C'est ainsi que lors de la session ordinaire, l'Assemblée Provinciale a adopté un certain nombre de résolutions en faveur des populations :

- 1) Dans le domaine de l'organisation interne, l'Assemblée Provinciale a élaboré un code d'éthique parlementaire qui régit le comportement des Honorables membres de l'Assemblée Provinciale.
- 2) Dans le domaine politique, administratif et juridique, l'Assemblée Provinciale a décidé la création d'une commission conjointe comprenant les services judiciaires, pénitentiaires, ceux du gouvernorat de province et des membres de l'Assemblée Provinciale, de la sécurité civile et militaire. Cette commission sera

chargée d'inspecter les maisons de détention pour examiner les conditions et l'état des personnes emprisonnées.

L'Assemblée Provinciale a aussi décidé la restitution à l'Office national du Café (ONC) – dont les infrastructures ont été détruites par la coulée de lave du 17 janvier 2002 – son immeuble situé en ville et qui est aujourd'hui occupé par les services de sécurité. On a aussi décidé la restitution à l'Association des Donneurs de Sang de Goma (ADOSAGO) son minibus et sa moto par le gouvernorat de province.

3) Dans le domaine social et culturel, l'Assemblée Provinciale a pris des décisions concernant la réglementation des heures d'ouverture et de fermeture des nganda. Nous avons aussi décidé la restitution à l'État des écoles primaires Katale et Bubanga en territoire de Rutshuru parce que l'Assemblée Provinciale a constaté l'incapacité de la société « Domaine de Katale » de gérer ces établissements scolaires. L'Assemblée Provinciale a aussi décidé de créer une commission chargée d'inventorier les terrains de l'État en vue de remettre l'État dans ses droits. Vous remarquez donc qu'il y a tout un attirail de décisions, de recommandations et même de vœux, mais toutes ces décisions n'ont pas encore été mises en exécution par les autorités de la province. En gros, il y a 3 ou 4 décisions qui ont été appliquées.

P.: A la mise en place des Assemblées Provinciales, une certaine opinion a dit que c'était là une stratégie des Rwandais d'assurer la balkanisation effective du Congo. Qu'en dites-vous?

F.B.N.: Je dois d'abord dire que ce ne sont pas les alliés Rwandais qui ont mis en place les Assemblées Provinciales. Les Assemblées Provinciales ont été mises en place par le RCD. Dans notre province, les populations sont organisées en mutualités, en communautés ethniques. Il nous fallait un organe qui reflète la configuration ethnique de la province. C'est ainsi que le RCD, à travers son Département de l'Administration du Territoire, Sécurité et Renseignements, a constitué ces Assemblées Provinciales.

P.: Est-ce que nous pouvons savoir par quel mode vous et vos collègues avez été placés à l'Assemblée Provinciale? Tirez-vous votre légitimité de la volonté des populations?

F.B.N.: Nous avons été nommés par arrêté départemental. Mais avant cette nomination, le RCD a d'abord organisé des consultations avec les communautés de base, c'est-à-dire les communautés ethniques et tribales, mais aussi avec les organisations et corporations professionnelles. Dans notre contexte de guerre et sans infrastructures appropriées, on ne pouvait pas organiser des élections. L'Assemblée Provinciale du Nord-Kivu est constituée de représentants de toutes les personnes qui habitent notre province. Voici la liste des membres. Il y a des gens de tous les horizons.

P.: Revenons au fonctionnement de ces Assemblées Provinciales. Nous avons suivi le gouverneur du Kasai qui disait que l'Assemblée Provinciale de son entité ne s'était jamais réunie parce que ses membres sont éparpillés et qu'ils ne s'étaient jamais retrouvés à plus de 4 ou 5. Qu'en est-il de votre propre expérience?

F.B.N.: Notre jeune Assemblée Provinciale rencontre aussi quelques problèmes. Les problèmes auxquels nous faisons face sont essentiellement financiers. Avec la rébellion, dans tout l'Est du pays, nous n'avons pas de banque centrale qui puisse émettre la monnaie. On recourt alors à la monnaie scripturale alors que l'Assemblée Provinciale a besoin de monnaie en espèces pour son fonctionnement. Il y a aussi un problème d'ambition de certains collègues membres de l'Assemblée Provinciale en quête de positionnement politique. C'est donc ce problème de positionnement qui a créé la crise que nous avons connue et qui persiste. Mais à part cela, l'Assemblée Provinciale du Nord-Kivu fonctionne normalement.

P.: Quels sont vos rapports avec l'exécutif provincial?

F.B.N.: Nos rapports avec l'exécutif provincial sont au beau fixe. L'Assemblée Provinciale dépend du budget de la province pour son fonctionnement et, à ce point, la province fait de son mieux pour assurer notre fonctionnement.

P.: Vous qui êtes supposé être l'œil des populations pour contrôler l'exécutif, quelle est votre marge de manœuvre étant entendu que vous dépendez entièrement de cet exécutif?

F.B.N.: Il en a toujours été ainsi dans tous les pays du monde. Les Assemblées nationales comme les Assemblées provinciales sont tributaires de l'exécutif sur le plan de leur fonctionnement sans que cela gêne leur indépendance. Il en est de même du pouvoir judiciaire. L'exécutif a l'obligation de faire fonctionner le pouvoir législatif et le pouvoir judiciaire sans entraver leur liberté.

P.: Qu'en est-il de la sécurité des populations après le retrait des troupes rwandaises ?

F.B.N.: Immédiatement après le retrait des alliés rwandais, les différentes bandes armées ont tenté de réoccuper les positions naguère tenues par les Rwandais surtout au Maniema et au Sud-Kivu. Au Nord-Kivu, beaucoup de jeunes se sont enrôlés dans l'armée et dans les unités d'autodéfense locales si bien qu'au moment du retrait des Rwandais tout s'est rapidement mis en place. Les escarmouches constatées du côté de Pinga, de Nyabyondo, etc. ont été rapidement matées, ce qui n'a pas été le cas au Sud-Kivu où la cité d'Uvira a été occupée pendant toute une semaine.

P.: Vous venez d'évoquer le recrutement des jeunes pour le compte des « local defense » et des militaires pour pallier le départ des « Alliés ». La question est maintenant de savoir comment vous envisagez leur prise en charge et leur encadrement pour qu'ils ne soient pas des facteurs d'insécurité pour les populations.

F.B.N.: La prise en charge des ces jeunes ne relève pas de l'Assemblée Provinciale. Cela relève de l'exécutif, c'est-à-dire de la province, des territoires, des collectivités. La province s'occupe de toute la logistique en collaboration avec le Département des activités militaires et l'État-major de l'ANC (*Armée Nationale Congolaise, branche militaire du RCD*).

P.: Ne voyez-vous pas qu'il y a un risque que ces jeunes gens recrutés par la province, encadrés par la province et puis pris en charge entièrement par la province se reconnaissent beaucoup plus comme une armée de la province du Nord-Kivu et non comme une armée nationale?

F.B.N.: La province les recrute, les encadre matériellement mais sur le plan technique, ils sont formés par l'État-major de l'ANC. A la province il n'y a pas de conseillers militaires.

P.: Parlons maintenant des négociations inter-congolaises qui ont repris à Pretoria. Qu'est-ce que vous en attendez concrètement?

F.B.N.: J'en attends ce que tous les Congolais en attendent : la paix. Le Congo est déchiré, il est réduit en morceaux, on ne sait plus dans quel pays on se trouve. La population, à l'Est comme à l'Ouest, attend que la paix revienne. Et elle ne reviendra qu'à travers ces négociations-là, parce que tous ceux qui croyaient à la logique militaire ont échoué. Mais nous devons être prudents même si un accord est signé. Car signer un accord est une chose, l'appliquer en est une autre.

P.: Avec une telle lecture des événements, est-ce que les populations peuvent encore garder l'espoir? Parce que, à vous entendre, certains acteurs politiques font une chose et son contraire à la fois.

F.B.N.: La mission de pacifier le pays est une tâche difficile, ni personne, ni aucun groupe, ne peut la réussir seul. Il faut le consensus de tous les Congolais et même des pays voisins. C'est pourquoi j'invite les acteurs politiques à la lucidité et à la bonne foi pour qu'on ne nous ramène pas à la guerre comme après l'avènement de Kabila père.

P.: Avec cette guerre déclenchée le 2 août 1998, nous avons remarqué que des Congolais ont dépecé le pays et que chaque groupe règne sur un morceau du territoire national.

F.B.N.: Diriger le pays en le découpant en morceaux, ce n'est peut-être pas la solution. Mais il faut reconnaître aussi que le Congo est vaste, il ne dispose plus d'infrastructures de communication, certains coins sont inaccessibles. Pour pouvoir relever rapidement le défi, il faut instaurer dans ce Congo un pouvoir fortement décentralisé, donner une grande autonomie aux entités de base que sont les provinces par exemple. De sorte qu'il y ait des gouvernements provinciaux qui ont des pouvoirs assez élargis sur les populations qu'ils contrôlent. Ces gouvernements provinciaux s'occuperaient des infrastructures, du social, et de la sécurité intérieure. On ne peut pas, dans le contexte actuel, imaginer que le ministre de la santé qui se trouve à Kinshasa puisse avoir en tête que la population d'un coin reculé à Walikale a besoin d'un dispensaire, que celle de Kibati a besoin d'eau potable, etc. Mais si, au niveau de l'exécutif provincial, il y a quelqu'un qui s'occupe du social, il saura plus facilement résoudre ces problèmes parce qu'il sera plus proche de la population. C'est pour cela que beaucoup de gens estiment que la III^e République, en commençant par le gouvernement de transition, devra être fédéraliste, pour rapprocher les gouvernants des gouvernés.

P.: Vous avez vous-même dit que le pays est en état de délabrement avancé; est-ce que le fédéralisme ne favoriserait pas les provinces relativement mieux loties au détriment des autres?

F.B.N.: Pas du tout, dans la mesure où dans chaque système fédéraliste il existe une politique de péréquation qui permet aux états nantis de participer au développement des moins-nantis.

P.: Avec la constitution de Luluabourg en 1964, on a prôné le fédéralisme. Il n'a jamais été appliqué. Après la Conférence Nationale Souveraine (CNS) en 1991, l'idée est revenue, mais n'a pas été appliquée. Qu'est-ce qui vous fait encore croire que ce moment-ci est le bon pour le fédéralisme?

F.B.N.: La mise en application de la constitution de Luluabourg a été bloquée par le coup d'état de Mobutu de novembre 1965; quant à la CNS, elle s'est achevée en queue de poisson, par la faute du même Mobutu qui a tout fait pour la saboter. Aujourd'hui, j'ose croire que les politiciens vont comprendre ce qui est bien pour les populations.

(Propos recueillis par Léopold Rutinirwa et Onesphore Sematumba)

Goma

Décembre 2002.

No Coltan, no Cry ?

Notre consœur Christiane résume la position de Pole Institute sur le problème du pillage des ressources naturelles de la RD Congo dont le coltan n'est qu'un des aspects.

Cet immense pays au cœur de l'Afrique, appelé République Démocratique du Congo et qui a inspiré Joseph Conrad pour son roman « *Au cœur des ténèbres* », a été depuis au moins 150 ans l'un des plus beaux exemples de ce que l'on a appelé « l'Afrique des Comptoirs ». Chacun puise dans les ressources naturelles du pays, d'abord les pouvoirs coloniaux puis les voisins et amis africains, qu'ils y aient été invités ou non. Ce pillage est rendu possible par la déstabilisation ou plutôt l'absence de structures et d'infrastructures congolaises et profite de la vacuité du pouvoir.

Comme le montre le dernier rapport du Groupe d'experts des Nations Unies d'octobre 2002, le pillage des ressources est désormais le fait de toutes les parties au conflit, organisées en « réseau d'élites » avec la participation de politiques et hommes d'affaires congolais de tous horizons, dont les activités vont jusqu'au trafic d'armes et de drogue.¹

Dans un rapport interne de septembre 2002, Oxfam International parvient aux mêmes conclusions et met le doigt sur un problème majeur :

« Les relations permanentes entre des réseaux légaux et illégaux d'exploitation montrent que la majeure partie du trafic des matières premières dépasse les concepts d'activités légales et illégales. L'exploitation de ressources naturelles en RDC est basée sur des réseaux existants d'économie informelle en RDC,

¹ « Rapport final du Groupe d'experts sur l'Exploitation illégale des Ressources Naturelles et autres formes de richesse de la République démocratique du Congo », Mahmoud Kassem, Jim Freedman, et al., New York, octobre 2002.

associée à des réseaux nationaux et transfrontaliers de sociétés privées (mines, commerçants, investisseurs), avec la collaboration active d'acteurs gouvernementaux qui profitent de la poursuite du conflit en RDC ».²

Nous avons donc affaire à des réseaux d'exploitation qui font fi des notions de légalité et d'illégalité, et dans lesquels, comme le montre le rapport du Groupe d'experts des Nations Unies, des entreprises multinationales sont directement impliquées, comme par exemple Bayer AG et sa filiale H.C. Starck.

Il ne fait plus aucun doute que cette forme d'exploitation des ressources est l'une des causes principales des violents conflits qui se perpétuent sous une forme ou une autre depuis 1993.³ Ceux-ci ont plongé la plus grande partie de la population congolaise dans la misère, ils ont semé ou aggravé la discorde et la haine entre les peuples et ils menacent maintenant de boucher toute perspective d'avenir à la majorité de la jeunesse du Congo en dehors des activités mercenaires, de la guerre et de la prostitution. D'après une étude de l'ONG américaine IRC (International Relief Committee) réalisée en 2001, la guerre au Congo a déjà coûté la vie à près de 3 millions de personnes, de façon directe ou indirecte –en l'occurrence par le manque d'infrastructures sanitaires et sociales.

De plus, la guerre doit être replacée dans son contexte. Depuis son origine, elle a une dimension régionale. Il ne peut y avoir de paix dans la région des Grands Lacs tant que le Congo ne résout pas à la racine ses conflits et problèmes. Ceci est valable pour tout l'Est africain depuis 1996, mais les relations des parties impliquées avec l'Angola, le Congo-Brazzaville et même les heurts les plus récents en République Centrafricaine nous ont montré jusqu'à quel point la lutte pour les ressources, spécialement le pétrole -mais aussi les ressources à forte valeur ajoutée qui peuvent faire l'objet de trafic- conditionne la guerre ou la paix.

Ce qui est donc en jeu, ce n'est pas un débat académique à propos d'un plaidoyer européen clair et net sur le sujet. **Ce qui est en jeu c'est comment nous pouvons -avec nos partenaires africains- mieux dire et analyser ces connections complexes et faire émerger des demandes qui aideront à améliorer les conditions sociales et économiques de la majorité du peuple congolais, afin de faire obstacle aux risques de fragmentation du Congo sous le leadership de divers chefs militaires parrainés par des étrangers. Nous voulons également soutenir la mise en place d'institutions légales afin de pouvoir parvenir à une paix durable.**

Les élections, dans la situation actuelle, ne peuvent permettre d'atteindre ces objectifs et il en sera ainsi tant que la population congolaise sera considérée

² Peter R. Sampson, Rapport d'Oxfam International : War in the DRC : « The Continuation of Business by Other Means », Oxford, septembre 2002

³ Voir entre autres les deux rapports cités plus haut ainsi que le rapport non encore publié du International Crisis group (ICG) : « Kivu, Scorched Earth : The Forgotten Crucible Of the Congo Conflict », Nairobi, novembre 2002

comme étant à la merci d'un sauvetage par les grands frères européens. Même aujourd'hui, des pans entiers de la société civile congolaise encouragent cette attitude condescendante héritée du colonialisme et du Mobutisme.

L'histoire du tantale...

En décembre 2000, au moment du boom du tantale (tantalum columbus) au Congo, l'institut de recherche interculturel « Institut Pole » de Goma (Kivu) avec la coordination rurale CREDAP (Comité de réflexion sur le développement Agro-Pastoral en Province du Nord-Kivu) a commencé à étudier la question des mines de tantale dans le but de collecter et de publier les opinions des populations locales concernées. Avec l'aide du journaliste Dominic Johnson du journal berlinois Tageszeitung, l'étude s'est élargie à la dimension internationale du commerce du tantale.

L'enquête sur le terrain s'est déroulée en plusieurs phases de décembre 2000 à août 2001, c'est-à-dire sur la période qui va du boom à la chute des prix et aux changements fondamentaux de structure du commerce du tantale. La région Masisi, traditionnellement agricole, et la région s'étendant autour des mines de Numbi ont été particulièrement étudiées : des mineurs, des chefs traditionnels, de gros propriétaires de bétail, des missionnaires, des directeurs d'école, des fermiers et de petits éleveurs ainsi que des femmes ont été interrogés. Dans la mesure du possible, la recherche a pris en considération l'impact, sur la prolongation de la crise et de la guerre en RDC, de la participation de groupes armés à l'exploitation des mines de tantale et de l'utilisation des produits de la vente du minerai. En dehors du texte original français, compilé en deux parties, l'étude est maintenant disponible en anglais et en allemand.⁴

Citons l' « Introduction et les principaux résultats » :

L'enquête démontre que :

- *étant donné que la crise et la guerre au Nord Kivu ont sérieusement endommagé l'extraction minière industrielle, les concessions industrielles existantes fonctionnent maintenant de façon informelle ou artisanale. Ceci est essentiellement vrai pour le tantale. Ce phénomène a provoqué un exode de la population, tous âges confondus, dans le but de trouver du tantale ;*
- *de ce fait, les activités agricoles et pastorales ont été abandonnées au profit du tantale. Il existe un danger réel de pénurie alimentaire au Nord Kivu si les populations continuent de quitter leurs terres afin d'extraire le tantale ou de les transformer en mines ;*
- *les jeunes, facilement attirés par l'argent facile, abandonnent l'école pour se consacrer à l'extraction du tantale. Il existe un risque important de délinquance juvénile, centrée sur l'appât du gain et le AK-47 ;*

⁴ *The coltan phenomenon : How a rare mineral has changed the life of the population of war-torn North Kivu province in the Democratic Republic of Congo* », Goma, janvier 2002, disponible auprès de l'Institut Pole de Goma, e-mail : poleinst@compuserve.com

- *l'extraction artisanale du tantale n'offre aucune sécurité à ses exploitants qui n'ont aucune expérience dans le percement de galeries qui les protégeraient de fréquents effondrements de terrain ;*
- *le monopole d'exportation du tantale accordé à la société SOMIGL entre novembre 2000 et avril 2001 a créé des conflits car les mineurs se sont sentis dupés par la façon dont les prix étaient fixés - en l'occurrence à l'opposé de l'esprit d'économie libérale officiellement présentée par le mouvement rebelle RCD qui contrôle la région ;*
- *l'exploitation sauvage du tantale et son exportation dans un contexte d'effondrement de l'État a été une source d'enrichissement pour une poignée d'hommes d'affaires travaillant avec de récents et anciens réseaux de commercialisation de minerai à l'Est du Congo, mais cette exploitation a aussi provoqué l'émergence d'une mafia organisée autour des armées rebelles, de leurs alliés et des groupes armés Mai-Mai.*

Faire du lobby en faveur d'un boycott ou au moins d'un moratoire sur les exportations de tantale du Congo a récemment été présenté comme une solution facile aux problèmes relatifs au commerce international du tantale. Cependant, nous pensons que s'il était appliqué, il ne ferait que perpétuer la poursuite des activités des sociétés concernées –mais sans doute d'une façon moins voyante- ou déplacerait simplement le commerce du tantale qui continuerait à fonctionner d'une manière à peu près similaire. La population du Kivu n'y gagnerait rien mais perdrait l'une de ses seules sources de revenus. Le problème n'est pas de biffer le Kivu de la carte d'exploitation du tantale, mais d'institutionnaliser une exploitation et une commercialisation plus équitables et moins nuisibles du tantale.

Le commerce du tantale est étroitement lié aux activités de tous les groupes armés présents dans la région. Aucune démobilisation, aucun désarmement, aucun programme de réintégration ne pourra réussir sans que ne soit prise en compte une sécurité au niveau économique. Une saine régulation de l'exploitation et du commerce est essentielle aux programmes de désengagement et de réconciliation.

Alors que la population du Nord Kivu devrait bénéficier du miracle du tantale dans sa province, la sécurité alimentaire devrait être assurée et ceux impliqués dans l'extraction du minerai devraient être protégés. Le Nord Kivu, riche en ressources agricoles, doit éviter les expériences d'autres régions du Congo comme le Kasai avec les diamants et la région de Kilo-Moto avec l'or. En conséquence, un fond de promotion pour l'agriculture devrait être créé. »

Aujourd'hui il est clair que ce qui précède ne constitue plus une position isolée, comme l'indiquent les rapports et recommandations du Groupe d'experts des Nations Unies, l'ICG et Oxfam.

Dans un premier temps, cependant, **la situation actuelle au Congo** doit être brièvement présentée en toile de fond du débat.

Malheureusement le processus de paix Sun City, aussi appelé au Congo « sans suite » n'a fait que confirmer les prévisions pessimistes. La guerre a pris une nouvelle dimension en dépit de nombreuses négociations de paix et de traités. Le

retrait étonnement rapide de troupes rwandaises et ougandaises a créé un vide dont ont profité divers chefs de guerre, soutenus par des partis congolais ou étrangers. Les alliances entre groupes armés et politiques ne cessent d'évoluer, les conditions de vie de la population deviennent insupportables dans toutes les régions du pays.

Malgré un accord de paix qui semblait positif sur le papier et le retrait de troupes étrangères, le Congo est au bord de l'effondrement, alors que parallèlement les conflits entre différents groupes de soldats et milices congolais et étrangers s'enveniment. Des milices Mai-Mai ont pris la ville congolaise d'Uvira à la frontière du Burundi au début octobre puis des rebelles de la RCD l'ont reprise avec le soutien au moins logistique des armés du Rwanda et du Burundi. Lorsque les milices hutus du Rwanda ont tenté un soulèvement dans la base militaire de Kamina et dans une base militaire de la capitale congolaise Kinshasa, elles ont été écrasées grâce à l'aide de l'armée angolaise. L'armée ougandaise reste présente avec plusieurs milliers de troupes à Bunia, dans la région d'Ituri au nord du Kivu, à la demande des Nations Unies pour garantir un peu de sécurité dans cette région qui avait connu le chaos à cause des massacres de milices ethniques. Parallèlement, les diverses milices du Rwanda, du Burundi, du Congo, du Soudan et d'Ouganda se sont développées pour devenir une sorte de « magma sans frontières » dans l'Est du Congo : divisées, elles font et défont des alliances et attaquent les pays à partir des états voisins. Il est donc faux de parler de retrait de troupes étrangères du Congo. Il s'agit en réalité d'une **régionalisation du conflit et d'une nouvelle fragmentation.**

Un prochain rapport sur la situation au Kivu, établi par le International Crisis Group⁵

déclare : « ***nous ne pouvons revenir à l'époque d'avant le tantale*** ». Il dit aussi :

« Alors que le boom de la production artisanale de minerai au Kivu au cours des dernières années a eu sans aucun doute des conséquences négatives –pour l'accès à la nourriture, pour l'environnement, pour la subordination de l'agriculture au dollar, la sécurité globale et le financement d'une guerre ruineuse⁶- la demande de la communauté internationale d'un boycott de la production minière n'en évalue pas correctement le coût. Compte tenu de ce qui

⁵ Rapport de l'ICG, novembre 2002, pp 19 et suiv.

⁶ Voir Aloys Tegera, « Situation actuelle au Nord-Kivu (juin 2001) », Obsac, Vol. 4, n°27, 2-8 juillet 2001 ; et pour un excellent panorama sur les sources multidimensionnelles du conflit au nord Kivu : Obsac, « Les multiples dimensions des conflits ethniques dans l'est de la RDC : une synthèse des principaux facteurs dans le Nord-Kivu », Vol 5, n°8, 18-24 février 2002, www.obsac.com

précède, la production minière est devenue la seule stratégie économique de survie de beaucoup de Kivutiens. Aux Kivus, des stratégies de survie ont été exploitées jusqu'à la moelle. Les moyens de subsistance de la population sont devenus si maigres qu'une classe entière de micro-intermédiaires s'est créée : des particuliers achètent 5 kg de farine de manioc et la revendent par centaines de grammes par exemple, pour réaliser de petits bénéfices ou revendent de l'essence au décilitre. La violence (et la rumeur de la violence qui couve) a rendu improductifs des pans entiers de l'économie agricole, entraînant un chômage rural et une montée des prix des denrées. Durant les deux premières années de la guerre –soit de la fin 98 au début de 2001- le prix du manioc (denrée de base) a augmenté de plus de 9 000% en monnaie locale sur les marchés urbains et ruraux du nord Kivu⁷. Même calculé en dollars, le prix a triplé ou quadruplé, particulièrement dans les zones rurales.

Ce déclin économique énorme s'est accéléré du fait de la guerre actuelle mais il avait déjà débuté auparavant. Il est le résultat d'une décennie de violence et d'instabilité aux Kivus. Du point de vue de l'agriculture au nord Kivu, il a certainement débuté avec la destruction totale de plusieurs centaines de milliers de têtes de bétail entre 1993 et 1996. Tandis que les dégâts économiques touchaient quelques-uns des grands parrains économiques de l'ère Mobutu, de nombreux petits producteurs en étaient aussi victimes : 'Nous ne pouvons revenir à l'époque de l'avant-tantale parce qu'avant nous avions des vaches et des chèvres, mais depuis la guerre nous n'avons plus rien. Chaque famille ici avait en moyenne 15 vaches, désormais il n'y en a plus.'⁸ Avec la dégringolade du prix du tantale sur les marchés internationaux, quelques jeunes qui s'étaient engagés dans les mines sont retournés à des activités agricoles, en particulier parce que certaines zones Masisi ont connu une amélioration très nette de la sécurité au cours des 6 à 12 derniers mois. D'autres, comme il a déjà été dit, ont rejoint des milices existantes ou en ont créé. Il y a ceux, enfin, qui réussissant à partir avant l'effondrement du marché, ont récupéré leurs fonds et ont fui vers des zones urbaines et ouvert de petits commerces. Il reste quand même un secteur minier, tentant d'exploiter d'autres minerais : la cassitérite (minerai d'étain) présent depuis longtemps au Kivu, le tungstène, l'or (objet d'un trafic quasi incontrôlable à partir de l'Est du Congo) etc. Alors que ces richesses- y compris le tantale toujours produit en grande quantité- ont un lien avec la poursuite des violences aux Kivus, organiser des boycotts internationaux serait illusoire (à cause de la nature floue des circuits des matières premières et de l'impossibilité de déterminer avec précision la provenance des minerais une fois qu'ils sont sur les marchés internationaux) et irresponsable (à cause des conséquences pour les stratégies de survie locales). Au contraire, la communauté internationale devrait exercer des pressions pour que l'exploitation des minerais se fasse le plus rapidement possible dans un cadre de gestion économique responsable. L'avenir du patrimoine économique du Congo doit être traité explicitement en tant qu'élément de

⁷ Référence FAO, Goma analysée par l'ICG

⁸ Interview ICG avec le chef d'une localité près de Kichanga, 17 avril 2002.

toute future négociation dérivant du processus de Lusaka (ou de ses suites). Il est irresponsable d'imaginer que la gestion économique sortira d'une nouvelle pratique politique congolaise, en particulier parce que pour des raisons géographiques et logistiques, le développement économique des Kivus comprendra inévitablement une coopération et une intégration commerciale avec ses voisins, actuellement ennemis ».

Oxfam International parvient à des conclusions similaires :

« Les efforts de paix doivent intégrer la question de l'exploitation des ressources. Une utilisation et une gestion durable et équitable des ressources sont essentielles à la stabilité de tous les pays de la région. Il est urgent de discuter des mécanismes convenus de gestion des ressources par les différents pays de la région des Grands

Lacs. Le but est de rendre les dividendes de la paix plus avantageux que les dividendes de la guerre. Les réseaux criminels d'exploitation des ressources mettront en danger le processus de paix. La condition sine qua non à cette réussite est qu'un cadre juridique et administratif soit mis en place afin de gérer les ressources du

Congo. De plus, des cadres internationaux et des mécanismes de surveillance seront nécessaires pour briser les liens entre les réseaux criminels et l'exploitation des ressources de la RDC. »⁹

Enfin, le Groupe d'experts des Nations Unies se déclare, dans ses recommandations, clairement contre un boycott tout en encourageant des actions coercitives contre les réseaux criminels.

Cette démarche a déjà eu un effet positif dans l'arène internationale à propos du Groupe d'experts des Nations Unies report sur le Congo.¹⁰

« 155. Un embargo ou un moratoire sur les exportations de matières premières en provenance de la République démocratique du Congo ne semblent pas être un moyen viable permettant d'aider à améliorer la situation de son gouvernement, des ressortissants ou du milieu naturel congolais. Il faudrait apporter une assistance technique et financière massive à la population pour atténuer l'impact humanitaire de ces mesures de restriction. Cela étant, si le rapport du Groupe d'experts ne recommande pas de quelconques mesures punitives pour freiner l'exploitation et le commerce illégaux des ressources de la République démocratique du Congo, cela ne fera qu'encourager diverses organisations criminelles à continuer sur leur lancée. Ces activités pourraient s'en trouver facilement accrues, d'où la nécessité d'efforts de dissuasion soutenus.

156. Le rôle des entreprises et des particuliers qui ravitaillent les armes et pillent les ressources doit faire l'objet de mesures de restriction. Ces

⁹ Peter R. Sampson, *ibid.*

¹⁰ Voir par exemple la déclaration des responsables religieux de la RDC de novembre 2002, les déclarations défensives des leaders rwandais et ougandais dans différentes interviews, les tentatives de Joseph Kabila de se débarrasser des ministres et chefs d'entreprises, citées dans le rapport.

activités illégales sont d'une très grande envergure internationale et multinationale. Il faut instaurer des pratiques commerciales morales et transparentes pour les combattre.

...

158. Afin de redresser le processus d'exploitation illégale actuel et encourager une exploitation légale, qui pourrait contribuer à la stabilité économique de l'ensemble des parties, il faut des mesures de dissuasion et d'incitation énergiques dont le contrôle serait assuré par un organe de surveillance dynamique. Jusqu'ici, rien n'a fortement incité les parties qui exploitent illégalement les ressources du pays à modifier le statu quo économique. Il faut donc adopter des mesures tendant à les rassurer au sujet de perdre leurs revenus. Seulement, elles ne pourront être efficaces que si elles s'accompagnent d'un processus politique.

159. La reconstruction et la réorientation des économies de la région sont essentielles au rétablissement et à la consolidation de la paix. Le Groupe d'experts estime que la communauté internationale devrait insister sur des dividendes de la paix sous forme d'incitations économiques afin d'encourager les parties à respecter ces accords de paix et de créer un climat de confiance. Le Groupe d'experts recommande également une série de mesures à effet dissuasif comme moyen de pression en cas de non-respect de ces accords. »

Quant à la façon d'y parvenir, le Groupe d'experts recommande une conférence internationale :

160. Nombre des conclusions du Groupe d'experts sur les causes et les conséquences économiques de ce conflit se sont retrouvées dans des idées visant à proposer la tenue d'une conférence internationale sur la paix, la sécurité, la démocratie et le développement durable dans la région des Grands Lacs. Les accords récemment signés peuvent en être le prélude. Elle serait l'occasion idéale pour discuter de la nécessité de réorienter le système de commerce régional pour répondre aux exigences d'une situation de post conflit et pour négocier le cadre d'un accord multilatéral permettant d'y parvenir. La réussite de cette politique de réorientation dépendra de l'adoption de mesures de caractère incitatif et de la mise en oeuvre de moyens d'intégration économique régionale qui permettraient de faire peu cas d'activités dictées par des considérations d'ordre criminel et militaire au profit d'un développement commercial légitime, transparent et tourné vers la croissance. L'intégration régionale favoriserait le rapprochement progressif des pays engagés dans le conflit et éviterait ainsi qu'un conflit armé n'éclate entre eux ultérieurement.

Tous ces textes sous-entendent que l'autorité de la loi et une bonne gestion des affaires de l'État correctement exercées sont des conditions nécessaires à l'établissement d'une paix durable. Cependant cela ne pourra être mis en place que quand les conditions sociales et économiques de la population s'amélioreront. Alors par quel bout prendre le problème ?

Les Congolais ne sont pas essentiellement des victimes, ils ont pris leur destin entre leurs mains...

Depuis 1990, si ce n'est avant, les Congolais ont du gérer les services sociaux, culturels et économiques normalement à la charge du gouvernement. Au Kivu par exemple :

- les parents aident les écoles car ces dernières n'ont pu payer les salaires des professeurs durant des décennies
- les réseaux religieux et communautaires gèrent un réseau de santé primaire
- lors de l'éruption du volcan Nyiragongo en janvier 2002 qui a détruit 40% de Goma et 85% de son potentiel économique, la société civile a organisé les premiers secours, ce qui a obligé la communauté internationale à agir au bout de cinq jours

Goma compte maintenant environ 500.000 habitants dont seulement 5.000 perçoivent un salaire et 5.000 autres participent à de projets de micro-crédits. Comment survivent les 490.000 autres ? Il est étonnant de constater que personne ne meurt de faim dans les rues de Goma bien que la situation de la plupart soit extrêmement difficile. Comment se débrouille la population dans un environnement caractérisé par la guerre et l'incertitude ?¹¹

- Les artisans de l'association APIBA de Goma, soutenue par les Services de Développement Protestant Allemand (EED) continue à fonctionner malgré la destruction de son infrastructure et les catastrophes naturelles.

Tous ceux qui travaillent au Congo savent que ce ne sont que quelques exemples de la capacité incroyable des Congolais à s'adapter à des circonstances hostiles, à survivre et à développer de la créativité. Les chefs de guerre qui manipulent les conflits et tensions ainsi que l'héritage laissé par le travail des missionnaires, le colonialisme et le mobutisme ne leur facilitent pas la tâche. On retrouve ces difficultés jusque dans les églises et les groupes de la société civile où les divisions, les conflits et les tensions reflètent celles de la société dans son ensemble. Un autre problème est celui, non résolu, de la terre et de la surpopulation spécifiques à certaines régions. Les problèmes de nationalité, un des catalyseurs de la guerre de 1996 au Kivu, sont apparus à cause des manipulations politiques de Mobutu lorsqu'il a retiré la citoyenneté aux rwandophones, dont quelques-uns étaient nés au Congo et y vivaient depuis des générations. Il a ainsi créé un conflit entre différents groupes afin de conserver le pouvoir. Ce problème n'est toujours pas résolu.

Le rapport de l'ICG sur ce thème est clair :

« Tout en manœuvrant et en poursuivant leurs différentes guerres dans le contexte du Dialogue Intercongolais, les dirigeants du Kivu et d'autres

¹¹ Voir aussi : Institut Pole, *Atelier autour des micro-crédits dans un contexte de crise prolongée*, Goma, août 2002, et Institut Pole, *Micro-credit experiences in Goma and rural areas of Masisi and Rutshuru (Northern Kivu, RDCongo)*, juillet 2002.

Congolais n'ont fait que manipuler le principe explosif 'nationalité, terre et ethnicité' pour en tirer le maximum de bénéfice politique. De la même façon, le MONUC et le Groupe d'experts des Nations Unies sur l'exploitation des ressources naturelles se sont révélés totalement incapables de trouver une solution au conflit de l'Est du Congo. Les Kivus payent maintenant le prix de 40 ans de mauvais pouvoir mobutiste qui a entraîné la désintégration de l'État puis la guerre. A moins que des mesures ne soient rapidement mises en place pour reconstruire l'État congolais et garantir un minimum de sérieux dans la gestion des affaires congolaises, les facteurs nationalité, ethnicité et terre continueront à être manipulés et à empoisonner la situation même après qu'un éventuel accord de paix national/régional ne soit signé. »

L'immense majorité des Congolais est fatiguée de la guerre et ne fait plus confiance aux politiques. Cependant il est facile de les monter les uns contre les autres. La division, la haine et les conflits internes sont les pires ennemis de la paix. En travaillant avec des partenaires congolais, il faut prendre ceci en considération et essayer de minimiser les conflits au lieu de les exacerber par des commentaires impulsifs, des rumeurs, voire en plaçant vos collègues d'un côté ou l'autre.

Le tantale n'est pas le seul exemple de lien entre le pillage de ressources, la manipulation de groupes et la politique. Au cours de l'été 2002, l'Institut Pole a appris, par un article¹² de Dominique Johnson, le contrat d'exploitation exclusif de pétrole signé entre le gouvernement Kabila et les mercenaires de la compagnie pétrolière Heritage Oil qui transformait 30.000 km² du nord Kivu en Ituri en zone contestée et avait déjà provoqué des manœuvres militaires ougandaises et rwandaises. L'Institut a alors pris contact avec le Conseil multiethnique des Sages du Nord Kivu, a informé les représentants des divers groupes ethniques de la situation et discuté avec eux des dangers d'une manipulation. Il faut encore collecter des informations, les analyser avec les populations concernées; la fragmentation des groupes sociaux doit être empêchée.

Malheureusement, même les accords internationaux comme l'accord d'Interlaken sur l'industrie du diamant ne peut résoudre totalement le problème. Le 5 novembre 2002, Dominic Johnson écrivait dans le « Tageszeitung » :

« L'industrie du diamant s'est octroyé un système ambitieux d'autorégulation. Quiconque offre des diamants à vendre sans pouvoir garantir sa provenance d'une source qui ne finance pas un conflit destiné à saper les gouvernements légitimes comme indiqué dans les résolutions adéquates du Conseil de Sécurité des Nations Unies' ne peut plus participer au commerce légal du diamant. Les résultats d'un Groupe d'experts des Nations Unies sur l'exploitation illégale des ressources naturelles en RDC, dévoilés il y a deux semaines, doivent être discutés cette semaine au Conseil de Sécurité, et d'éventuelles mesures à l'encontre de ceux qui y participent –outre les chefs militaires des pays en conflit on compte les sociétés privées du monde entier qui font le négoce du diamant, de l'or, du tantale, des bois tropicaux et d'autres richesses du Congo ou les transforment. Le Groupe d'experts des Nations Unies parle de « réseau criminel d'élites ». Cela dépasse la question de savoir si un chef de guerre

¹² Die Tageszeitung, Berlin, 18/6/2002

achète des armes pour ses miliciens avec le produit de la vente des diamants. Sont en jeu les règles de fonctionnement des compagnies étrangères en zones de guerre. De telles règles n'étaient jusqu'alors discutées que dans le contexte de standards environnementaux et sociaux – le cas du Congo touche maintenant les conséquences politiques de l'activité entrepreneuriale.

Sans débat sur le conflit des diamants, cette discussion ne sera pas possible. Les sociétés privées doivent reconnaître que leurs activités ont des conséquences politiques et sociales. Mais condamner ne suffit pas. Une société pétrolière peut être reconnue responsable de la pollution de sa zone de production, mais un responsable du commerce de minerai ne peut l'être des sympathies politiques de ses fournisseurs. Sans capital étranger, la reconstruction du Congo et d'autres régions en crise est impossible – et si vous voulez investir dans ces zones, vous pouvez tout juste vous adresser à des profiteurs déjà actifs. La décision politique ne doit pas condamner des sociétés mais doit les inclure dans une perspective de développement à long terme».

Martin Dietz, travaillant pour l'ONG allemande « Deutsche Welthungerhilfe » répond à cela :

« Une fois de plus vous soulignez avec raison que le boycott de diamants non-certifiés ne peut constituer une réponse. Les gouvernements en guerre peuvent aussi délivrer des certificats. Dominic Johnson mentionne le Congo, où les gouvernements Kabila et leurs alliés du Zimbabwe financent leur guerre avec les bénéfices des ventes de minerais, alors que les gouvernements fantoches du Rwanda et d'Ouganda délivrent des licences d'exportation pour permettre aux chefs de guerre de financer des conflits personnels et de s'enrichir.

Le dernier rapport du Groupe d'experts des Nations Unies sur l'exploitation du Congo non seulement nomme les sociétés impliquées mais liste presque tous les agents « politiques » membres de ce réseau de profiteurs. Tandis que ceux du « gouvernement » continueront à se focaliser sur des gains personnels, le pays et sa population paupérisée ont un besoin urgent des profits d'une exploitation principalement artisanale.

S'il n'existe pas de système de taxation au niveau national qui oriente les revenus vers le bien commun, les Nations Unies, au lieu de prendre des mesures prohibitives, devraient mettre en place un fonds de développement pour les pays exportateurs, permettant des initiatives privées d'investissement et le paiement de taxes pour le bien commun. Les commerçants privés congolais de Butembo (est du Congo) sont actuellement en train d'investir dans un aéroport et de petites centrales hydroélectriques. Cette initiative encourageante devrait être soutenue et non sapée par un boycott qui manque de vision ».

Il ne m'est pas facile de répondre. L'Institut Pole a suggéré de créer un Fonds de Développement Social et de Développement pour le nord et le sud du Kivu, financé par les bénéfices du commerce du tantale. Reste à savoir qui gèrerait un tel fonds. Sûrement pas les représentants de la RCD ni les gouverneurs des

deux provinces : le premier se transforme en chef de guerre avec sa propre armée, l'autre hésite entre une alliance avec le Rwanda et sa propre clientèle Mai-Mai mono-ethnique.

Le gouvernement Kabila n'a ni la légitimité ni la capacité d'administrer un tel fonds éloigné de plus de 2.000 km de distance. La société civile est divisée et en pleine restructuration. Le conseil multiethnique des sages au Nord Kivu est bien considéré mais serait probablement dépassé par une telle tâche bien qu'il puisse probablement participer à la constitution d'un mécanisme plurilatéral de coordination, comme les autres institutions généralement respectées telles que les écoles de coordination des différentes églises. Il n'est pas facile de répondre, mais une solution pourrait être trouvée grâce à un dialogue avec les diverses forces civiles et leurs représentants.

La situation est compliquée, mais les points suivants sont à mon avis essentiels:

- des solutions à long terme ne peuvent être trouvées qu'avec les populations
- les questions d'exploitation des ressources et des suggestions s'y rapportant doivent être discutées avec les partenaires sur le terrain dans la perspective d'une expression des demandes qui seront ensuite transformées en plaidoyer international
- l'information et l'analyse du terrain doivent être sérieusement prises en considération : ne retenir que ce qui nous convient serait une erreur
- nous devons être **pour quelque chose, pas contre quelqu'un**. Seulement alors pourrons nous espérer surmonter la fragmentation de la société congolaise
- la négociation et le dialogue avec les sociétés concernées doivent être appréhendés dans cette perspective ; il ne faut pas craindre la contagion, surtout si les discussions sont rendues publiques et convaincantes
- la situation en Afrique doit rester à l'ordre du jour du débat sur le développement international.

A l'occasion d'une table ronde sur le Burundi au Ministère allemand de la Coopération en octobre 202, j'ai suggéré quelques critères sur ce dernier point : *« l'un des problèmes centraux est la représentativité et la légitimité des représentants modernes et « traditionnels ». Même les ONGs et les églises ne représentant pas toujours les populations parmi lesquelles elles sont actives. Dans une telle situation, la coopération pour le développement peut se faire avec des acteurs étatiques et non-étatiques. Mais toute coopération peut exacerber les conflits au lieu de les réduire s'il n'est pas tenu compte des critères suivants :*

- *surveillance permanente de la situation et des divers développements sur le terrain, en faisant la distinction entre les paroles et les actes*
- *le point central de la coopération doit être de renforcer et professionnaliser les initiatives et structures locales dans les secteurs étatiques et non-étatiques qui contribuent à construire la paix au sens large*

- ceci suppose de renforcer les structures civiles à l'opposé de ceux qui se reposent sur les armes pour régler les conflits d'intérêt
- en décidant des partenaires et de mesures, il faut vérifier s'ils sont unis ou divisés, s'ils favorisent les divisions : c'est l'approche « ne pas toucher »
- les contacts entre les partenaires afin de couvrir le plus vaste champ possible aident à construire des réseaux et alliances
- les représentants donateurs ne doivent pas prendre partie mais défendre une position commune : pour la paix, contre la culture de la violence. Ils veulent une amélioration durable des conditions de vie de la population, des processus les plus transparents possibles de légitimité et de représentation, le développement des structures modernes et adaptées d'intermédiaires de citoyens qui pourront être pilotées de façon décentralisée au début. La seule mesure durable pour le développement est si la « population cible » se l'approprie ».

Il y a beaucoup à faire. Ne perdons pas de temps !

Christiane Kayser

Au-delà de la guerre au Congo: Comment développer des stratégies de reconstruction à partir de l'expérience de la désintégration ?

Il m'est difficile de parler du Congo de sorte que l'on comprenne la réalité de l'expérience de son peuple et la magnitude de leur souffrance dans une guerre qui a coûté plus de vies humaines depuis son début en 1998 que la somme de la mortalité de toutes les autres guerres de la planète de la même période. Récemment à Bukavu, j'ai rencontré une étudiante à l'Université Catholique, Marie. Je lui avais demandé des directions ; elle m'a dit qu'elle ne pouvait pas m'aider, car elle était originaire de Shabunda, une ville de la forêt, 100 kms à l'ouest. Elle m'a raconté son histoire : l'attaque des milices sur la ville, comment elle et sa mère avaient été traînées dans la forêt par les combattants et retenues comme otage et violées pendant des mois avant qu'elle ait pu racheter sa liberté – elle n'a pas expliqué comment elle l'a fait – et quitter. Elle est partie à Bukavu avec sa sœur de 9 ans, qui avait déjà fait son propre chemin vers la ville. Bukavu, une ville de 500 000 personnes dont beaucoup sont des déplacés, représentait pour elle le salut ; mais elle se trouvait entièrement coupée de sa ville natale. Elle ne sait pas ce que sa mère est devenue, qui n'avait même plus d'habits lorsqu'elle l'avait quittée.

Marie m'a raconté cette histoire en peu de mots, moins de mots que je n'ai utilisés, d'une manière laconique, dépourvue d'émotion, qui démontre plus fort que les paroles l'effet de cette expérience sur sa personnalité. Cette expérience

est devenue son horizon ; elle est normale selon les normes du monde d'où elle ne pouvait pas s'évader. Elle ne pourra pas dépasser les limites de cet horizon, ni rentrer dans le monde où elle vivait auparavant.

Vingt millions d'âmes vivent à l'est du Congo. De cette population, selon les enquêtes et estimations d'une organisation des États Unis, trois millions de personnes ont trouvé la mort à la suite de la guerre depuis 1998, la plupart à cause de la maladie, la famine, et l'écroulement des services de base. Rares sont les personnes qui ont une source de revenus, ni l'accès à quel que soit le service. Les seigneurs de guerre se partagent le territoire pour s'assurer un rôle plus important dans le jeu à plus grande échelle du partage du pouvoir politique au Congo. Le Congo est divisé en chasses gardées des différents chefs politiques : les zones du Kasaï et du Katanga ; le mouvement rebelle RCD à l'est ; le mouvement rebelle MLC au Nord ; une multitude de groupements plus petits au nord-est, et une pléthore de milices locales dans les forêts de l'est, qui se lèvent contre l'autorité des seigneurs de guerre.

La disparition du Congo en tant qu'entité politique reconnue est le triste résultat des décennies du développement en revers. A l'indépendance en 1960, les habitants jouissaient des revenus annuels par personne de 2000\$ par an selon les valeurs de ce jour, l'équivalent d'une nation riche, en voie de développement et sur le seuil de l'industrialisation. Au cours des années 80, quand Mobutu avait bien installé son système de vol et de pillage, c'était diminué d'un tiers, aux environs de 700\$, et les Zaïrois parlaient déjà de la crise terminale de leurs pays, et du besoin urgent de changement. Au cours des dix années suivantes, Mobutu se trouvait obligé d'abandonner le parti unique, et permettre un semblant de débat démocratique ; tandis que l'économie ne subissait aucune réforme. Au moment où un assemblage fortuit de rebelles et d'armées étrangères lui ravit le pouvoir sous la direction de Laurent Kabila en 1997, les revenus par personne étaient encore tombés à un tiers du standard des années quatre-vingt, aux environs de 200\$. En ce temps, la République Démocratique du Congo, d'après le nouveau nom décrété par Kabila, était perçue comme une ruine économique, en besoin urgent de la reconstruction à tous les niveaux. Mais à la place de la reconstruction, ce fut la guerre, et cinq ans plus tard, les revenus par personne sont encore une fois réduits d'un tiers, aux environs de 70\$, ce qui veut dire qu'une grande partie de la population de 50 millions n'a aucun revenu du tout, et vit – ou meurt – dans la misère la plus absolue. Ces chiffres nous donnent une indication de la grandeur de la régression du pays, et la quasi-impossibilité de la tâche qui incombe à toute personne qui cherche à apporter la paix et le développement au Congo aujourd'hui.

Les tensions politiques qui suscitent l'ingérence étrangère au Congo datent de bien avant la guerre. Depuis l'époque coloniale, le pays a toujours été l'objet de la convoitise de quiconque cherche à s'enrichir à moindre effort ou à acquérir vite l'influence en Afrique. Mobutu s'est servi du Zaïre pour déstabiliser les pays voisins, surtout par le fait d'accueillir les milices Hutu rwandaises, après le

génocide de 1994 au Rwanda, et les rebelles de l'UNITA en Angola. Quand ces pays voisins en ont eu marre, ils se sont alliés pour balayer Mobutu, dans une campagne militaire grandiose qui s'est servi des fantassins rwandais et ougandais, de la logistique et des armements angolais, et le financement zimbabwéen. Kabila, jusque là un comédien à la gauche de la scène politique zaïroise, considéré comme un bandit plutôt qu'un joueur sérieux, s'est vu installé comme Président à Kinshasa ; mais le débat tant attendu autour de l'édification d'un état viable dans le territoire du Congo-Zaïre n'a jamais eu lieu. Une fois au pouvoir, Kabila décide que les jeux sont faits, il n'y a plus rien à discuter. Bien sûr, ceci a créé de la rancune, et une année plus tard quand il s'est retourné contre quelques-uns de ses alliés étrangers, ses anciens disciples désillusionnés ont créé une nouvelle alliance rebelle avec le soutien de certaines sections de l'armée sous le commandement des officiers rwandais, qui ont saisi le contrôle des villes frontalières de l'est, pour ainsi déclencher une guerre qui continue jusqu'à ce jour.

Les nombreux processus de paix qui se sont succédés depuis l'Accord de Lusaka, jusqu'aux discussions actuelles en Afrique du Sud, n'ont rien changé dans tout ceci. Même le retrait du Congo des forces étrangères pendant l'été de cette année, en accord avec les résolutions de l'ONU, n'a pas rétabli la paix. Contrairement à l'a croyance congolaise répandue que l'ingérence étrangère est la racine de tous les maux du pays, la crise a ses origines chez eux, et continue sans aucun appui étranger. Vu la désagrégation totale de l'économie congolaise, tous les partis au conflit sont réduits à l'économie des prédateurs, pour vendre autant que possible des ressources naturelles sous leur contrôle à quiconque peut leur offrir les armes et les biens de consommation en contrepartie.

De cette façon, ils perpétuent un modèle de développement – si on peut le qualifier ainsi – installé par les Belges depuis un siècle ; ils regardaient le Congo comme un réservoir immense de ressources précieuses à exploiter sans le moindre égard à la population indigène, qui a toujours été vu comme superflue, à usage unique. Mobutu continua de la même façon, s'enrichissant énormément en même temps, et les seigneurs de la guerre font de même sur une échelle géographique moindre, chacun dans son propre petit royaume. Les ressources sont exportées, et rien ne rentre au pays ; les responsables remplissent leurs poches. C'est ainsi qu'on traite le Congo, depuis toujours, soit sous les dirigeants nationaux, soit sous les étrangers.

Plus le déclin du pays s'aggrave, plus cela ressemble à l'économie du vautour. Prenons l'exemple du secteur minier. L'industrie minière installée par les Belges, qui en fait partageait le territoire en concessions minières gigantesques pour l'exploitation par les compagnies privées, s'est effondrée depuis longtemps. Aujourd'hui il n'y a plus d'extraction industrielle, seulement l'extraction artisanale sans investissement des capitaux, où les mineurs grattent le sol à la recherche des richesses dans les puits et les terrils abandonnés. Le coltan, utilisé pour les

micro-plaquettes dans les téléphones mobiles, se trouvait dans les mines abandonnées de l'étain ; le germanium, raffiné pour la technologie des armements, (par exemple, pour les systèmes de la vision nocturne) est trouvé dans le terril gigantesque des mines de cuivre et de cobalt près de Lubumbashi. Mais quoique les mines ne fonctionnent plus au même rythme qu'auparavant, elles ont toujours un propriétaire, parfois plusieurs à la fois, quand Mobutu, plus tard Kabila, et ensuite les rebelles, accordent des concessions concurrentielles au même endroit. Ceci représente une force motrice pour la guerre, puisque les seigneurs de la guerre peuvent acheter le soutien étranger au prix des promesses de la reconnaissance d'une concession existante, et les propriétaires des concessions peuvent acheter les milices locales pour défendre leurs intérêts.

De cette façon, la guerre devient en d'autres termes la continuité de l'activité commerciale, et vice versa. Ceci a été longuement débattu, le fait que les intérêts commerciaux et l'exploitation illégale des ressources naturelles du Congo attisent le feu de la guerre. Une commission des Nations Unies a publié le rapport d'une enquête détaillée, qui désigne par leurs noms les individus et les compagnies impliquées, y compris les noms des généraux des armées du Congo et des pays voisins, et une multitude de compagnies internationales. Ceci est certes crucial à la compréhension de la dynamique de la guerre. Mais à ceci s'ajoute un nouveau problème : il y a une tendance à présenter ceci comme quelque chose de nouveau, une guerre d'un nouveau genre, différent de l'ancien et de ce fait exigeant des réponses d'un nouvel ordre. A la lumière de ce que je viens de présenter, il ressort clairement que les guerres autour des ressources du Congo n'ont rien de nouveau, bien au contraire : c'est l'ancienne histoire qui se passe au pays depuis l'époque coloniale, renforçant les structures existantes de mauvaise gouvernance et de mauvaise gestion qui ont réduit le Congo à son état piteux actuel.

Il est important de se rendre compte de cette réalité, puisqu'il devient évident que le retour à un passé supposé meilleur n'est pas la solution ; même la fin de la guerre n'offre qu'un espoir illusoire. Beaucoup de groupes de pression, quand ils proposent des mesures contre l'exploitation du Congo, semblent imaginer qu'il existe quelque part un bâton magique qui fera disparaître toutes ces méchantes personnes, et alors le Congolais normal de la rue pourra reprendre sa vie de tous les jours, rentrer dans son village, cultiver ses champs, produire ses légumes, les vendre dans les petits marchés et reconstruire une société civile fonctionnelle. Mais cette compréhension sous-estime cruellement les dimensions réelles du problème. Je l'ai déjà dit et je le répète, il est difficile de parler du Congo de sorte qu'on comprenne à sa juste mesure l'étendue de la destruction qu'a subie ce pays.

La guerre a entraîné des transformations sociales majeures qui ne seront pas renversées par la paix. La guerre et la terreur semée par les milices ont dépeuplé massivement des régions entières ; ceci va de pair avec l'urbanisation rapide de certains centres de sécurité relative – des villes comme Goma ou

Bukavu ont vu une croissance qui les amène de moins de 100000 habitants jusqu'à atteindre 500000 au cours d'une seule génération, avec le plus grand accroissement au cours des cinq années passées, dans les taudis aux extrémités des bidonvilles. La guerre et l'exploitation violente des ressources ont monétisé le petit secteur résiduel de l'économie même dans les zones rurales, de sorte que le dollar américain est utilisé actuellement même dans certains marchés ruraux.

Il n'y a aucune perspective, même si la guerre s'arrête demain, que tout le monde rentre à la maison, qu'on fasse semblant que rien ne s'est passé – car même avant la guerre, la vie n'était pas du tout une idylle. La destruction coloniale, les guerres post indépendance, la violence de l'état mobutiste, et la manipulation de l'origine ethnique et des relations sociales par le régime Mobutu, tous ont laissé leurs traces. Aucune vie normale n'existe à déterrer sous les décombres de la guerre. Le problème se situe en profondeur, et affecte la structure entière de la vie politique du pays, et la plupart des relations sociales et économiques de son peuple.

La guerre et ses divisions ont discrédité et détruit la plupart des structures et des autorités existantes, mais même avant la guerre celles-ci n'étaient pas stables. Pour les Belges, c'était simple : ils ne s'intéressaient pas à l'organisation sociale et politique des Congolais ; s'ils la remarquaient, c'était pour la réprimer brutalement. Mobutu manipulait et réorganisait les chefferies traditionnelles pour s'assurer de leur loyauté et de son contrôle. Aux cours des années du mobutisme moribond, les dirigeants traditionnels et politiques de l'est étaient encouragés à créer des milices armées, et à consolider leur pouvoir par la saisie des terres et par les guerres ethniques. Parmi les groupes armés d'aujourd'hui, certains subsistent depuis cette époque-là, certains sont leurs opposants. Mais les flots de la guerre ont emporté même ces structures de la violence. Les dirigeants et les sages traditionnels, qui quelques années auparavant réclamaient les postes d'autorité et de direction, et faisaient semblant d'exercer un quelconque contrôle sur les groupes armés, ont perdu leur pouvoir, et sont remplacés par une génération de la jeunesse violente, l'équivalent congolais des bandes urbaines de Los Angeles, des armées adolescentes, commandées par les enfants, qui ne ressentent aucun besoin de respecter leurs prédécesseurs, car vraisemblablement il n'y a personne parmi eux qui a réussi quelque chose de positif.

Rien de ceci ne changera une fois – si – le Congo est réuni sous un gouvernement d'unité nationale composé de tous les partis belligérants, sécurisé par les troupes de MONUC, et gonflé par les milliards de la Banque Mondiale. Ça pourrait même aggraver la situation. Il n'y a aucun précédent au Congo pour un gouvernement qui s'identifie à son peuple, ou qui émane de la population. Il existe de nombreux précédents pour des gouvernements bien intentionnés selon les documents, qui fait recours à la violence pour battre le Congo dans une forme qui pourra alors être utilisée par les hommes politiques, les experts, les

investisseurs, pour atteindre leurs propres objectifs. La technique belge, plus que tout autre pouvoir colonial en Afrique, obligeait le Congolais éduqué ou 'évolué' à renoncer à sa culture et à son environnement, et ceci a marqué tous les deux côtés opposés. Ils sont seuls responsables de leur choix de perpétuer ou de surmonter cette condition. Les hommes politiques et les seigneurs de guerre se tiennent toujours à l'écart, les réincarnations des voleurs et des autocrates d'antan, qui n'avaient pas besoin de leurs populations, et qui leurs sont inutiles. Les groupements de la société civile ont dû se développer dans une atmosphère de la suspicion et de la division sociale, au lieu de s'épanouir dans un environnement de la liberté ; de ce fait, ils sont susceptibles d'être exploités par les dirigeants qui cherchent un appui populaire comme des outils pour polariser la population.

En ce qui concerne une action possible par le monde extérieur, dont tous les Congolais sont conscients de la connivence dans la destruction du Congo, soit par la recherche de bénéfices excessifs, soit par l'acceptation passive du pillage par les autres, toute réponse doit tenir compte des changements des années récentes, et il ne faut pas fermer les yeux pour faire croire qu'aucun changement n'a eu lieu. La recherche des grandes solutions inclusives qui tiennent compte des aléas de la politique et de la loi internationales est un luxe de l'occident. Entre-temps, les Congolais meurent. Si l'état d'affaires actuel perdure, personne n'habitera plus de vastes surfaces du pays dans les zones affectées par la guerre. La survie du peuple est en jeu.

En même temps, les Congolais ne peuvent pas être réduits à une masse tremblotante de l'humanité incapable. Le dernier mot de notre compréhension doit être le fait que le Congo, quelle que soit sa condition aujourd'hui, est un pays souverain, internationalement reconnu, dont les citoyens ont des droits ; ils devront être en mesure de les réclamer, et ils ont droit au soutien pour les réclamer. Ainsi, le premier pas est de s'informer et de suivre ce qui se passe sur le terrain. Alors, on pourra en tirer des leçons, peut-être limitées à la région et à la perspective locale, mais au moins ces leçons seront basées sur les expériences et les développements locaux et réels, au lieu d'être basées sur les déclarations politiques ou le préjugé idéologique.

Les gouvernements des pays riches doivent ici assumer une certaine responsabilité ; leurs patries ne sont pas conscientes que leurs citoyens jouent un rôle important dans le gâchis congolais. Par exemple, les Allemands figurent parmi les opérateurs économiques à l'est du Congo. Karl-Heinz Albers, propriétaire des mines, extrait le niobium et le pyrochlore de la mine de Lweshé au nord de Goma, et pendant un certaine période il était un exportateur majeur du coltan de la région; il est un des principaux employeurs de la province du Nord Kivu. Son empire commercial est opaque, certaines de ses activités sont douteuses, mais il paie ses employés régulièrement et avec cet argent chacun nourrit sa famille élargie. Il gère les écoles et d'autres services sociaux pour ses employés et pour le village où se trouve sa mine. L'entreprise Pharmakina à

Bukavu, sous la direction des allemands, se trouve dans une situation semblable ; elle fabrique des médicaments antipaludiques à base de la quinine ; elle est chef de file dans ce domaine, le plus grand employeur au Sud Kivu, et il se peut qu'elle possède l'unique usine encore fonctionnelle de la région, hormis la brasserie voisine ; elle possède des domaines énormes de part et d'autre de la ligne de front, et certains sont remis entre les mains d'une coopérative agricole. Voyons aussi l'ONG allemande « Deutsche Welthungerhilfe » qui au Nord Kivu se consacre à la réhabilitation des réseaux routiers de desserte agricole, pour revitaliser l'économie rurale locale autour de Goma et de Butembo. Des centaines de kilomètres de routes sont reconstruites par la population locale avec l'aide de DWHH, dans le programme de vivres contre travail, ce qui donne l'accès à la terre et aux marchés, et contribue à la stabilité politique. Cette ONG était la première à Goma à déblayer les laves après l'éruption volcanique de janvier 2002.

Prises ensemble, ces trois initiatives allemandes ont probablement plus d'impact économique au Kivu que tout ce que le gouvernement RCD a jamais fait. Je mentionne exclusivement les aspects positifs – il y en a bien sur des négatifs – pour souligner qu'il est possible de faire quelque chose et que la guerre et le déclin ne doivent pas être acceptés passivement. Tous ces opérateurs travaillent dans le vide : il n'y a aucune réglementation pour guider leur comportement, ils n'ont aucune idée de ce qui va se passer d'ici quelques ans, ni les conséquences de leur action, ni la durabilité de leur action si les individus directeurs quittaient, est-ce que tout s'écroulerait du jour au lendemain ? L'Allemagne a une responsabilité évidente pour s'assurer que ce ne sera pas le cas. Ceci est également vrai pour les autres pays qui font de même.

Cette situation est bien sûr intenable. Les Congolais ne devraient pas dépendre de la pitié et du sens d'initiative de quelques étrangers qui agissent d'une manière éclairée. Il y a un grand besoin d'apprendre de l'expérience de ces personnes et des expériences des Congolais à leurs côtés, et de les systématiser pour déterminer des lignes directrices pour d'autres acteurs qui souhaiteraient s'y engager, et pour tout appareil étatique qui émergerait un jour du dépotoir qu'est le Congo aujourd'hui. Mais voici le défi, précisément. Les efforts de sortir de la guerre sont en même temps l'occasion d'éviter de retomber dans la routine du comportement dont le Congo a déjà souffert. A part ce qui existe déjà, il n'y a aucun autre point de départ.

La base de ce texte est une conférence animée par l'auteur à Weikersheim, Allemagne, le 14 décembre 2002.

Dominic Johnson

Congo: Une si longue colonisation!

Pourrissement en douce.

En cette fin du premier trimestre de l'année 2003, la population de la R.D.C. continue son chemin de la croix dont l'issue est incertaine. Même si la guerre des tranchées ne fait plus parler d'elle ; l'autre guerre, celle de l'insécurité permanente, de la misère, de la disette et de la maladie s'installe et ravage la population congolaise. A Ankoro, dans le Katanga, les troupes gouvernementales ont tué des civils sans rechigner ; dans la province orientale et dans le Nord-Kivu des scènes de cannibalisme dont sont accusés les militaires rebelles du MLC de Jean-Pierre Bemba ont choqué le monde entier et ont été condamnés par le Conseil de Sécurité de l'ONU. Les soldats du RCD ont, au nom de la libération, créé la mort à Uvira et à Walikale.

Quant à la région de l'Ituri, elle a maintenu sa triste célébrité de massacres interethniques. Chaque tribu cherche continuellement à supprimer l'autre en s'appuyant sur des milices travaillant en sous traitance de l'une ou l'autre force politico-militaire congolaise. Ceux qu'on a pris l'habitude d'appeler « alliés », c'est à dire les gouvernements des pays africains belligérants dans la guerre congolaise, qualifiée de première guerre africaine, interviennent en armant et en entraînant militairement ces milices.

Conséquence : la RDC est devenue un déversoir des armes de toutes catégories et le lieu privilégié des chefs de guerre sans foi ni loi. Il suffit d'avoir le contrôle d'une petite portion de terre, acquise grâce à l'appui militaire et financier de l'allié, pour se déclarer roi de la « Républiquette » et commencer à extraire le minerai du coin ou se donner à des trafics de toutes sortes.

Des espèces animales et végétales uniques au monde disparaissent chaque jour en grande quantité. Les Okapi du parc de la Garamba dans la province orientale sont vendues à de vils prix, les gorilles de montagne dans le Nord et Sud-Kivu sont massacrées et vendues, des essences forestières équatoriales de Beni et de la Province Orientale sont coupées et exportées clandestinement.

Dans l'entre-temps, des contrats léonins sont signés par les dirigeants de la part et d'autre de la ligne de front : des étendues de terre énormes au Katanga ont été ainsi cédées au Président Mugabe du Zimbabwe et à sa famille, l'exploitation du pétrole dans la vallée de la Semliki (Orientale-Kivu) a été confiée à Heritage Oil ; que dire des autres exploitations dont les termes de contrat sont gardés secret ? Le niobium de Lueshe dans le Nord-Kivu, l'or de l'Ituri, le cobalt du Katanga, le diamant du Kasai et de la Province Orientale, le Coltan, le pétrole, etc. Je serais incomplet si je n'évoquais pas l'uranium enrichi du centre nucléaire de l'Université de Kinshasa dont certaines parties ont été signalées dans un trafic international.

Le Congo victime de ses richesses naturelles

Même si ce qui est développé ci-dessus semble choquer le monde aujourd'hui, il faut signaler que la RDC est victime de ses richesses

scandaleuses depuis la nuit des temps. Sa découverte par le monde occidental, d'abord au 15^e siècle dans la partie Ouest, ensuite dans ses limites actuelles au 19^e siècle, lui conféra très tôt le statut d'un eldorado aux richesses inépuisables à la portée de tous les aventuriers du monde.

En effet, vaste territoire au cœur de l'Afrique, ce pays a la réputation d'être un scandale géologique dont malheureusement les habitants n'ont jamais bénéficié. Cela a fait dire au célèbre sociologue suisse Jean Ziegler : « le peuple zaïrois est un mendiant assis sur un tas d'or ». (dans Patrice Lumumba, Justice pour le héros de L. MULOPO KAPITA).

Moi-même, j'écrivais en septembre 1999 : l'Etat congolais a été mal pensé dès le départ. Il est respecté et aimé seulement à travers le prisme de son sous-sol. Ses richesses humaines n'intéressent personne...(dans **Regards croisés n°002** : « *Au-delà du dialogue national : A quand le nouveau Bulamatarî* » ?).

Cette image que projette le Congo, dont d'ailleurs les Congolais eux-mêmes sont de bons vendeurs, attire naturellement des convoitises de tous les coins du monde. Hier, c'était beaucoup plus des puissances occidentales et leurs multinationales, aujourd'hui plusieurs pays africains sont aussi entrés dans la danse. Dans cette longue aventure, la population congolaise a toujours payé un prix fort. Ici, on a l'impression que l'histoire se répète.

En effet, Joseph Conrad parlait déjà de « la plus infâme ruée sur un butin ayant jamais défiguré l'histoire de la conscience humaine ». Il faisait allusion à l'expédition minutieusement lancée par le roi des Belges Léopold II, maître du Congo, son domaine privé qu'il n'avait curieusement jamais visité, depuis 1885 jusqu'en 1908 quand il le céda à l'Etat belge qui poursuivra cette œuvre. C'est seulement récemment que des recherches avancées ont étalé clairement comment le pillage du Congo de l'époque a occasionné la mort des millions d'habitants de ce pays.

Adam Hochschild a choqué le monde en publiant des images horribles de Congolais à bras ou têtes coupés.(dans les fantômes du roi Léopold, un holocauste oublié ». Dans cet extraordinaire ouvrage, il montre comment « le roi Léopold II recherchait tout ce qui pouvait être vite récolté ». Pour y parvenir, il fallait soumettre les habitants à des conditions inhumaines qui ont emporté des vies humaines que personne jusque là n'avait signalé.

Adam Hochschild, révolté par cette macabre découverte, écrira : « le Congo a été le théâtre d'un de plus importants massacres de notre époque ».

Ces scènes de la colonisation de « l'unique colonie au monde à être revendiquée par un seul homme » sont malheureusement toujours présentes. La guerre que vit le Congo depuis la fin du règne du dictateur Mobutu en 1987 a mis au grand jour ce qui se faisait, depuis belle lurette, en cachette.

Le pays a été et est toujours saigné de ses richesses et de nouveau cela a occasionné de nombreuses pertes en vies humaines. Toutefois, il faut noter que tout cela a toujours été facilité par l'absence d'un Etat responsable, soucieux des intérêts de sa population. A la place d'un tel Etat, il y a toujours eu au pouvoir une oligarchie complice du pillage et de la destruction du pays. L'indépendance obtenue en 1960 n'a fait que « dévêtir St Paul pour habiller St Pierre ».

Les colons blancs ont donné place à leurs amis noirs. Dans le langage populaire en lingala, cela se dit : « mundele ya loposo mwindo » ; traduction : « blanc à peau noire ».

« Uhuru/Lipanda Cha Cha ! »

Cette célèbre chanson du grand musicien congolais des années 60 Kabasele a fait vibrer toute l'Afrique Noire au moment des indépendances.

Au rythme de **lipanda** (indépendance) **cha cha**, les Congolais à tous les niveaux sentaient sonner l'heure de la liberté et d'une nouvelle ère.

Au centre de l'action, un homme déterminé LUMUMBA fait une émergence remarquable qui le propulse auprès de révolutionnaires/nationalistes africains N'krumah et Sekou Touré. Son apogée ne dura que le temps que vivent les roses. Premier ministre élu démocratiquement, il ne dirigera que pendant quelques jours, le temps de faire face à des sécessions et au refus du pouvoir colonial d'accepter sagement le changement. Quel espoir vite déçu ? Emery Patrice Lumumba, l'homme qui a incarné tous les espoirs est assassiné par ses compatriotes de la classe politique, au service de puissances occidentales. Sa disparition est vécue comme une poisse qui affecte toute la société congolaise gangrenée par la division et la course au pouvoir.

Les mêmes qui ont tué cette flamme, à peine allumée, sont restés maîtres de la situation depuis cette époque. Ils ont fonctionné sous la houlette de Mobutu et veulent lui survivre. En effet, comment peut-on espérer sortir le Congo de son état par les mêmes qui l'ont mis dans ce même état

Plus triste encore est de voir cette oligarchie se métamorphoser en système monarchique dans une République dite démocratique ! Joseph Kabila, par des contours non encore élucidés, a ainsi hérité du fauteuil de son papa Laurent Désiré. Jean-Pierre Bemba, fils d'un de grands pilleurs du pays durant le régime de Mobutu et en même temps beau-fils de ce dernier, s'est autoproclamé roi dans le Nord du pays. A ses côtés se trouve le fils de Cléophas Kamitatu, Olivier, premier gouverneur de la capitale au départ des colonisateurs.

Les fils eux-mêmes se déchirent pour savoir qui mérite le plus l'héritage du défunt maréchal. Ces gens appartiennent à la catégorie de la classe politique, tiennent la population en otage et la maintiennent dans une paupérisation criante.

L'accès à l'indépendance du pays a été l'occasion d'une course au pouvoir qui ne s'est jamais arrêtée depuis près de deux générations maintenant.

Le jeu auquel s'adonnent les politiciens actuellement ne date pas d'aujourd'hui. L'appartenance à un parti politique est une porte vers l'enrichissement illicite.

Ce que les Congolais qualifient de vagabondage politique, c'est à dire se promener d'un parti à un autre, a toujours existé. Le regroupement opportuniste et souvent éphémère des partis politiques en des cartels ou des unions sans programme clair n'est pas nouveau. Nous avons vu voler en éclats l'union sacrée des partis d'opposition qui luttait contre le régime de Mobutu après avoir donné espoir à la population au début des années 90. Le parlement de transition issu de la conférence Nationale Souveraine, en 1992, a été vite noyauté par les

forces politiques du conclave au service du dictateur Mobutu. Un parti politique, à peine né, se scinde en ailes à cause de l'arrivisme de ses membres et leur incapacité de gérer des conflits mineurs. Ainsi, le très nationaliste et populaire Mouvement National Congolais(MNC) de Lumumba se scinda très tôt en MNC/Lumumba et en MNC/Kalonji. Que dire de l'actuel Rassemblement Congolais pour la Démocratie (RCD) qui a donné naissance à plusieurs petits RCD/ML, RCD/National, RCD/Congo, etc.?

L'esprit « aile » est même devenu un phénomène de société car les musiciens congolais, réputés dans le monde pour leurs chansons, sont passés maîtres en ce genre de division aussi.

En toile de fond, il y a tout un système de corruption qui s'est tissé sur une longue période : le politicien ou le musicien est vite acheté pour changer de camp. Ce phénomène social a finalement entraîné la population vers une vie faite d'expédients, voire de délinquance. Quoi d'étonnant que l'un de grands musiciens congolais, idole de jeunes, Papa Wemba croupisse actuellement dans les geôles françaises pour un trafic pas du tout digne de son rang et de son prestige, fruit d'un travail de longues années ?

Dès lors, que penser de la paix attendue de cette classe politique qui pour la énième fois va se réunir en Afrique du Sud pour signer, cette fois-ci, les textes créant les institutions de la transition ?

La pression de la communauté internationale permettra sans doute l'obtention des signatures. En effet, elle a écrit la constitution pour les Congolais, elle a promis monts et merveilles si les accords sont signés. Mais, en fait, c'est qui la communauté internationale déjà ?? Quelle face a-t-elle pour le moment après le déclenchement de la guerre en Irak ce mois de mars 2003 ?

Le mirage de la transition vers la démocratie.

Sitôt les accords signés, le fameux dialogue congolais sera officiellement clos et le gouvernement de transition sera installé. La plupart des congolais n'attendent que cette occasion pour voir le bout du tunnel qui aura été long. **Mais, peut-on se permettre de rêver ?** Une lecture rapide de ce qui s'observe surtout à l'Est du pays, d'où j'écris ce texte, pousse à avoir quelques inquiétudes et à nuancer ce rêve. Quelques éléments clés peuvent étayer cela :

1. L'ONU affaiblie

La marche anglo-américaine sur l'Irak a donné un coup de massue à l'ONU. Demain, elle aura du mal à stopper les élans des gouvernements prêts à envahir les territoires des autres. Mais d'ores et déjà, l'ONU avait déjà montré ses limites au Congo et au Rwanda.

2. La guerre à la Spartiate

Les Spartiates, guerriers connus dans la Grèce antique, avaient une manière particulière de se battre. Ils courraient devant leurs ennemis puis brusquement se retournaient pour contre attaquer.

Cette tactique créait l'effet de surprise qui leur offrait la supériorité et leur permettait de gagner la bataille. A regarder ce que le Rwanda a fait en retirant dans un grand ordre ses troupes en septembre – octobre l'année passée, il y a de curieuses similitudes avec Sparte.

Ces troupes ont, à la surprise générale, monté dans des camions neufs pour retourner chez elles. Chaque fois, avant de traverser la frontière, elles ont d'une manière impeccable de façon solennelle dit au revoir aux congolais. Le gouvernement rwandais, par ce geste, respectait l'accord qu'il avait signé avec Kinshasa à Pretoria prévoyant le retrait de ses troupes du Congo.

Par contre, le gouvernement congolais s'est montré incapable d'honorer sa promesse : celle de se débarrasser des militaires ex-Far et des milices Interahamwe, auteurs du génocide de 1994. La comédie de leur désarmement et de leur cantonnement à Kamina a mal tourné car des combats fratricides ont opposé ces mercenaires « invités » à l'armée congolaise. En même temps, certaines positions auparavant occupées par les troupes du RCD et leurs alliés du Rwanda ont été prises par les milices congolaises accompagnées de milices rwandaises et burundaises, toutes bénéficiant de l'appui massif du gouvernement congolais. Ces forces dites négatives dans les accords n'ont plus caché leur collaboration avec Kinshasa qui se trouve ainsi aux portes du Burundi et du Rwanda. Ajouter à cela le dernier rebondissement de la menace d'une nouvelle guerre entre l'Uganda et le Rwanda sur la terre congolaise, à cause des événements récents en Ituri, il ne resterait plus qu'un élément déclencheur pour que les hostilités recommencent. Les conséquences de cette reprise de la guerre risquent d'être graves. La population congolaise déjà martyrisée par des décennies de guerre et de misère ne mérite ce sort. Elle a le droit de bénéficier librement de ses richesses et de s'épanouir chez elle. Qui viendra la libérer de cette longue colonisation ? Qui est prêt, parmi ses filles et ses fils, de la conduire vers de nouveaux rêves ? Combien de congolais ont lu ce réquisitoire du regretté Patrice Emery Lumumba, je cite :

« Tout au long de ma lutte pour l'indépendance de mon pays, je n'ai jamais douté un seul instant du triomphe final de la cause sacrée à laquelle mes compagnons et moi avons consacré notre vie (...). L'histoire dira un jour son mot (...) Moi, je sais que mon pays qui souffre tant, saura défendre son indépendance et sa liberté. »

Ces mots lancés en 1960 restent d'actualité. Le Congo attend ce moment qui tarde à venir pour commencer ainsi à écrire sa vraie histoire.

Jean – Pierre Lindiro Kabirigi

Mars 2003.